



TERRE-NEUVE **RAPPORT PROVINCIAL DE RENSEIGNEMENTS INDUSTRIELS**

SEPTEMBRE 1995
NUMÉRO DE L'ÉTÉ

VUE D'ENSEMBLE

L'économie de Terre-Neuve a progressé d'environ 1 % pendant le premier semestre de 1995 et devrait terminer l'année avec une croissance globale du PIB réel de 1,9 %. Jusqu'à présent cette année, les mines, le papier journal, le projet Hibernia, la pêche des coquillages et crustacés et le tourisme faisaient la force économique de la province.

La découverte de la baie Voisey a causé la plus grande fièvre de jalonement de toute l'histoire de la province pour obtenir des concessions minières et l'on s'attend à la création de centaines d'emplois non prévus. La production de minerais de fer a atteint un sommet.

Les usines de papier ont connu un bon premier semestre en 1995, alors que le prix du papier journal était en hausse de plus de 40 % par rapport à l'année précédente. Avec le maintien de la demande mondiale pour le papier journal, les prix devraient continuer de monter.

Les activités de construction et l'emploi à Hibernia ont atteint un sommet cette année. A la fin de juin, 5 760 personnes travaillaient à ce projet, mais ce nombre devrait baisser à 3 500 d'ici la fin de l'année. Quelque 86 % des employés d'Hibernia sont des Terre-Neuviens.

Si l'industrie du poisson de fond est en mauvaise posture, la pêche des coquillages et crustacés à Terre-Neuve apporte une contribution non

négligeable à l'économie de la province, grâce notamment aux prises de crevettes et de crabes.

Dans le cas du tourisme, le bilan est également positif. Le ministère du Tourisme, de la Culture et des Loisirs de Terre-Neuve signale que le nombre de visiteurs de l'extérieur de la province a grimpé de 12 % au cours du premier semestre de 1995. En outre, le nombre de demandes de renseignements

était en hausse de 30 % par rapport à la même période de l'an dernier.

La vente au détail a gagné des points pendant la première moitié de 1995 et devrait continuer d'être à la hausse jusqu'à la fin de l'année. Au mois de juin, les ventes au détail étaient de 3,5 % supérieures à celles de juin 1994 et les membres de l'industrie prévoient que cette

croissance vigoureuse se maintiendra pendant le reste de l'année. Ne suit pas cette tendance le commerce de véhicules automobiles neufs, dont les ventes sont à leur niveau le plus bas des dix dernières années. Le premier semestre de 1995 a été marqué par une baisse de 20,2 % des ventes d'automobiles neuves, par rapport à la même période de 1994.

Bien que le taux d'inflation ait augmenté de 1,6 % de juin 1994 à juin 1995, il demeure en deçà de la moyenne nationale et le moins élevé de toutes les provinces du Canada.

Le taux de chômage a baissé de 2 %, se fixant à 19,6 % après le premier semestre de 1995, par comparaison avec le taux de 21,6 % de la période de janvier à juin de l'an dernier. Toutefois, le taux



de chômage à Terre-Neuve est toujours supérieur à la moyenne nationale, qui est de 10,1 %, et devrait terminer l'année à environ 19 %.

Les perspectives économiques pour le reste de 1995 demeurent prometteuses dans les industries qui peuvent compter sur une croissance de la demande internationale et de l'investissement extérieur. Par contre, Terre-Neuve a encore des défis économiques à relever, alors qu'on s'attend à ce que les mises en chantier frappent leur plus bas niveau depuis le milieu des années 60 ainsi que d'importantes compressions parmi les fonctionnaires du ministère des Pêches et des Océans ainsi que de Transports Canada.

INDICATEURS

Le nombre de mises en chantier à St. John's est demeuré très bas pendant tout le premier semestre de l'année. En juin, il était de 42,7 % inférieur à celui de la même période de l'année précédente et de 62,7 % moins élevé que pendant les six premiers mois de 1994.

Les ventes de véhicules automobiles neufs au cours du deuxième trimestre de 1995 ont baissé de 20,2 % par rapport au même trimestre de 1994.

Les faillites d'entreprises et de particuliers ont continué d'augmenter et, à la fin d'août, se chiffraient à 620 par comparaison avec 549 en 1994, soit une hausse de 13 %.

CLIMAT ÉCONOMIQUE

Dans le rapport de la Chambre de commerce de St. John's sur son deuxième sondage au sujet de la situation économique en 1995, on peut lire que la majorité des gens d'affaires (65 %) pensent que la situation économique restera stationnaire au cours des six prochains mois. Chez les autres, 22 % s'attendent à ce que la situation s'améliore dans le semestre à venir et 13 % sont d'avis qu'elle empirera. Ces résultats sont comparables à ceux publiés en janvier de cette année.

Dans sa mise à jour du printemps, Informetrica prévoit toujours un taux de croissance économique de près de 2 % pour Terre-Neuve en 1995. Les perspectives globales n'ont guère changé depuis 1994. La confiance des consommateurs est la même par rapport au trimestre précédent.

SECTEURS CLÉS

Fabrication

En janvier, l'association des manufacturiers de Terre-Neuve prévoyait une augmentation des expéditions du secteur de l'ordre de 7 % pour l'année. A la fin de juin, elle déclarait que l'industrie manufacturière se dirige tout droit vers la réalisation de cet objectif. Les chiffres préliminaires montrent que la valeur brute des expéditions du secteur manufacturier se chiffrait à 660,7 millions de dollars en juin 1995.

Services

Dans le secteur des services, le bilan est positif. Pendant le premier semestre de l'année, les ventes au détail ont grimpé de 2,7 % par rapport à la même période en 1994. Pour le mois de juin, elles étaient supérieures de 3,5 % à celles de 1994. Avec l'arrivée de la période des fêtes et la hausse des ventes au détail, on s'attend à ce que les dépenses des consommateurs continuent d'augmenter pendant le reste de l'année.

Les perspectives de l'industrie du tourisme sont excellentes. Le nombre de visiteurs de l'extérieur de la province a crû de 12 % au cours de la première moitié de 1995, par comparaison avec la même période de l'an dernier. Ce pourcentage sera sans doute plus élevé une fois qu'on connaîtra l'affluence de la haute saison.

Le 500^e anniversaire de la découverte de Terre-Neuve par Jean Cabot aura lieu en 1997 et l'on pense que la publicité et les activités visant à souligner cet événement favoriseront le tourisme jusqu'en 1997.

Secteur primaire

Dans le secteur de la pêche, le moratoire sur la pêche à la morue de même que les fermetures d'usine et les arrêts saisonniers ont transformé les pêches dans la province. L'accent porte désormais sur de nouvelles espèces — oursins, raie, mactre d'Amérique et baudroie — plutôt que sur les prises traditionnelles. L'industrie de la pêche de Terre-Neuve a donc concentré ses efforts sur ces espèces et sur les crustacés et coquillages, qui se sont avérés plus lucratifs.

Le moratoire sur la pêche à la morue et l'arrêt subséquent d'autres pêches de cette catégorie ont eu pour effet de mettre un terme, à toutes fins pratiques, à la pêche au poisson de fond. L'avenir de l'industrie à cet égard n'est d'ailleurs pas encourageant. Dans un rapport rendu public le 19 juin 1995 sur les populations de poissons de fond, le ministère des Pêches et des Océans montre que la plupart des stocks demeurent au plus bas niveau jamais observé et n'ont pas encore commencé à se reconstituer. L'industrie de la pêche n'en devrait pas moins connaître une légère croissance, de l'ordre de 1 à 5 % cette année et de 1 à 2 % en 1996.

L'aquiculture est de plus en plus considérée comme une solution de rechange viable aux méthodes traditionnelles. On compte actuellement 300 personnes qui travaillent directement dans l'aquiculture et, selon les prévisions, la production atteindra 1 280 tonnes en 1995, en hausse par rapport aux 834 tonnes de l'an dernier. La culture des pétoncles, qui est un volet en expansion de l'aquiculture, profitera de l'ouverture de l'écloserie de pétoncles de Belleoram, la première du genre dans la province. A l'heure actuelle, sept entreprises de Terre-Neuve font l'élevage de la pétoncle.

Papier journal

Les marchés sont vigoureux pour l'industrie du papier journal. Cette vigueur devrait se maintenir tout au long de 1995, mais l'avenir demeure incertain en raison des élections qui auront lieu aux États-Unis plus tard cette année. Les prix de 1996 devraient être sensiblement les mêmes que ceux de la fin de 1995. Les usines fonctionnent à pleine capacité et les prix du papier journal ont grimpé à 705 \$ US la tonne. La valeur du papier journal de Terre-Neuve a augmenté de près de 40 % par rapport à 1994 pour atteindre 141 millions de dollars. Cette hausse s'explique par la montée des prix et par la baisse du taux de change du dollar canadien par rapport au dollar américain.

Minéraux

La production de minerai de fer est en hausse de 10,4 % par comparaison avec les chiffres de 1994. Cette augmentation, conjuguée à des expéditions d'or plus importantes et à un apport accru de la part de divers petits producteurs, a entraîné une forte hausse des expéditions de minéraux.

Le dossier le plus saisissant de l'industrie minière de la province jusqu'à présent cette année est celui de la baie de Voisey. La découverte d'importants gisements de nickel, de cuivre et de cobalt dans cette région à la fin de 1994 et les annonces qui l'ont suivie concernant sa richesse ont provoqué la plus forte activité de jalonnement pour obtenir des concessions minières qu'ait connue Terre-Neuve. On pense également que la découverte est sans doute la plus importante de l'histoire canadienne d'exploration des métaux communs. D'ici la fin de 1995, quelque 40 millions de dollars seront dépensés dans la province au chapitre de l'exploration minière.

Pétrole marin

Les travaux de construction à Hibernia respectent l'échéancier, prévoyant le déblayage pour le milieu de 1977 et le début de la production de pétrole pour la fin de 1977. La plate-forme de béton était à 60 % terminée en juin 1995. On attend toujours une décision concernant le transport du brut d'Hibernia à partir d'un port intermédiaire du Canada. Hibernia envisage deux lieux à Terre-Neuve et un en Nouvelle-Écosse. Les soumissions ont été reçues.

On s'intéresse aussi énormément à l'exploration pétrolière sur la côte ouest de la province. Au moins trois puits pourraient être exploités dans cette région avant la fin de l'année. Hunt Oil et PanCanadian prévoient mettre en service cette année un puits marin exploité à terre à partir de la péninsule Port-au-Port, puis de mettre en valeur un autre puits marin avant le mois de juillet de l'an prochain. En outre, Talisman Energy a fait part de son intention de procéder à des forages sur la parcelle marine actuellement détenue par Vinland Petroleum.

Techniques de pointe

Ce secteur a connu une croissance considérable au cours des cinq dernières années. De source autorisée à la Newfoundland Alliance of Technical Industries, on apprend que les ventes de ce secteur en 1995 dépasseront les 100 millions de dollars. Le secteur est constitué de plus d'une centaine d'entreprises, réparties ainsi : technologie de l'information (60 %); océans et pêches (15 %); environnement (10 %); biotechnologie et biologie médicale (10 %); et aérospatiale et défense (5 %). On prévoit que ce secteur continuera de croître à un rythme de 10 % par an.

OBSERVATIONS

Gouvernement provincial

L'initiative de réforme de la réglementation du gouvernement de la province est passée officiellement à la phase 2, par la nomination du juge Nathaniel S. Noel de St. John's comme commissaire à la Réforme réglementaire. Le travail du commissaire prendra fin en 1995, après la présentation au Cabinet d'un rapport formulant ses recommandations sur toute la question de la législation par délégation de la province.



SASKATCHEWAN
RAPPORT PROVINCIAL DE RENSEIGNEMENTS INDUSTRIELS
SEPTEMBRE 1995
NUMÉRO DE L'ÉTÉ

VUE D'ENSEMBLE

L'économie de la Saskatchewan entre dans sa troisième année consécutive d'expansion, mais il est peu probable que le rythme de croissance de plus de 4 % qui a caractérisé 1993 et 1994 se maintienne en 1995. Nombre des projets de développement économique prometteurs se poursuivent, plus particulièrement dans le secteur des mines et de la construction résidentielle. Pour sa part, la production céréalière devrait atteindre les niveaux de 1994, ou les dépasser légèrement.

Les cours des produits de base continuent à se raffermir dans pratiquement toutes les catégories, les produits en bois massif et le bétail faisant exception.

La suppression de la subvention du Nid-de-Corbeau doublera les coûts du transport céréalière des agriculteurs dans les années à venir et la déréglementation ferroviaire entraînera d'autres ajustements. Le secteur agricole et les collectivités, ainsi que les industries et les services connexes qui dépendent de l'agriculture, peuvent s'attendre à une période prolongée d'adaptation aux nouvelles réalités et forces concurrentielles du marché.

INDICATEURS

La plupart des indicateurs font état d'une économie prospère. Selon Statistique Canada, les expéditions du secteur manufacturier ont progressé de 15,7 % dans les six premiers mois de 1995 par rapport à la période correspondante de l'an dernier. Les

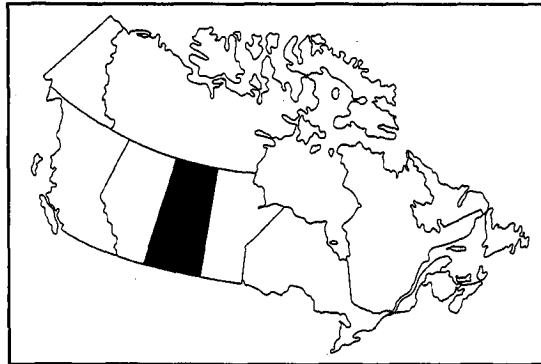
exportations ont fait un bond de plus de 30 % au cours de la même période et avoisinaient 4,6 milliards de dollars en juin. Le commerce de détail affiche une croissance de 4,1 % pendant le premier semestre de 1995, par rapport à la période correspondante de 1994.

L'un des indicateurs les plus frappants est la forte augmentation du nombre de permis de construction, de l'ordre de 61,8 % au cours des sept premiers mois comparativement à l'an dernier, en opposition avec les reculs observés ailleurs au Canada. Les très faibles taux d'inoccupation et la montée des prix de revente confirment que l'offre est à la baisse à la suite de plusieurs années consécutives de gel virtuel de la construction résidentielle. C'est à

Saskatoon et dans la région environnante que ce secteur est le plus dynamique.

Les prévisions trimestrielles de Statistique Canada indiquent, d'avril 1994 à avril 1995, une augmentation de 0,4 % de la population de la province, qui s'élève maintenant à 1 018 600 habitants, ce qui est toutefois en-deça du sommet de 1 036 400 atteint au cours du troisième trimestre de 1987.

Le nombre de bénéficiaires d'aide sociale de la province est à la baisse, le nombre de cas d'assistés sociaux pour chacun des huit premiers mois de 1995 étant inférieur à ce qu'on observait pour les périodes correspondantes en 1994. En juillet 1995, il y avait 39 784 dossiers actifs (82 329 personnes) en Saskatchewan.



La province compte actuellement 37 992 sociétés inscrites au registre de la province. Le nombre de nouvelles entreprises a augmenté de 25 %. En effet, il y a eu 1 795 constitutions en société en Saskatchewan durant les sept premiers mois de 1995, comparativement à 1 432 seulement au cours de la même période l'année précédente.

Tous les indicateurs ne sont cependant pas favorables. Ainsi, il y a eu une hausse de 4 % des faillites d'entreprises en août de cette année par rapport à 1994. Toutefois, les 143 entreprises touchées représentent moins de 8 % des sociétés nouvellement constituées. Les faillites de particuliers affichent également une augmentation de 20 % en août par rapport à la période correspondante l'an dernier.

Selon Statistique Canada, la situation de l'emploi en août 1995 est identique à celle du mois d'août 1994. Associé à la croissance de 1 % de la population active, le taux de chômage a grimpé à 7,7 % comparativement à 6,7 % à la même époque l'an dernier. Désormais, la Saskatchewan ne peut plus faire valoir qu'elle a le taux de chômage le plus bas du Canada.

CLIMAT ÉCONOMIQUE

La croissance soutenue des marchés et de la hausse des prix dans le secteur minéral, l'amélioration des cours céréaliers et les perspectives d'une récolte au moins équivalente à celle de l'an dernier, de même que leur effet conjugué pour stimuler la construction résidentielle et le commerce de détail, ont contribué à créer un climat favorable.

La nécessité de réduire les dépenses publiques et de réaligner les attentes des contribuables en fonction du revenu disponible est maintenant clairement établie. Dans nombre de milieux, on constate un soulagement à l'idée que les pouvoirs publics commencent à s'attaquer sérieusement au problème de la dette publique.

Confrontés à des employeurs qui hésitent à embaucher, les jeunes travailleurs sont parmi ceux qui ne partagent pas cet optimisme, non plus que les personnes qui ont un revenu fixe et sont aux prises avec une hausse du prix des services publics, à laquelle s'ajoute, tout particulièrement dans les régions rurales de la Saskatchewan, une réduction des services de santé.

SECTEURS CLÉS

Industries primaires

Les réserves mondiales de blé, à leur plus bas niveau depuis vingt ans en raison de la sécheresse qui a sévi en Australie et de récoltes moyennes en Europe et en Amérique du Nord en 1994, ont propulsé les prix de cette denrée à des niveaux qu'on n'avait pas connus depuis 1981. Au 21 septembre, plus de 60 % des récoltes de la Saskatchewan étaient engrangées, et les agriculteurs pouvaient se dire en avance par rapport à la moyenne quinquennale. Les estimations continuent à faire état d'une récolte de qualité supérieure à la moyenne.

Naturellement, le temps demeure imprévisible et son importance est cruciale pour le maintien des volumes et des grades. Dans certaines régions, la sécheresse, le temps frais et l'arrivée trop tardive de la pluie, comme dans le nord-ouest de la province, se sont déjà soldés par des pertes sèches. Le légionnaire bertha a également frappé le canola cette année.

Selon les prévisions de Statistique Canada, la production totale de la Saskatchewan pour les six grandes céréales devrait atteindre 21,8 millions de tonnes, c'est-à-dire le même volume que l'an dernier, sauf que 500 000 acres de plus ont été ensemencés en 1995. En termes de valeur, les prévisions actuelles indiquent que le blé reprendra la première place, perdue l'an dernier au profit du canola, avec une production évaluée à 1,2 milliard de dollars pour le blé de printemps n° 1 et à 530 millions pour le blé dur n° 1. La valeur de la récolte de canola de la Saskatchewan devrait atteindre 1,19 milliard cette année. (Les prévisions de production du syndicat du blé de la Saskatchewan sont plus optimistes que celles de Statistique Canada et évaluent la production des six céréales à 24 millions de tonnes.)

En dépit des prix élevés des céréales, ni les agriculteurs, ni leurs fournisseurs ou créanciers ne s'attendent à faire fortune. Le 1^{er} août 1995, la subvention du Nid-de-Corbeau prévue aux termes de la *Loi sur le transport du grain de l'Ouest* prenait fin. Comme les compagnies de chemin de fer ne bénéficieront plus de cette subvention pour transporter le grain, l'agriculteur moyen devra donc verser annuellement 12 000 \$ de plus en frais de

transport, sans compter ses autres dépenses de production qui continuent d'augmenter.

Pour amortir la perte, un fonds de 1,6 milliard de dollars est distribué aux provinces des Prairies, dont 902 millions à la Saskatchewan. Le délai pour soumettre une demande a été prolongé au 1^{er} novembre. Les chèques correspondant aux trois quarts des frais devraient être distribués au début de 1996, le solde étant versé l'été suivant. Pour la plupart des bénéficiaires, le paiement peut être considéré aux fins de l'impôt comme un gain de capital et non comme un revenu, puisqu'il est lié à la propriété foncière.

Cargill Ltd. du Minnesota et Archer Daniels Midland de l'Illinois consolident leurs positions dans l'industrie du canola de la Saskatchewan. La société Cargill construit une usine de 53 millions de dollars, qui transformera 2 000 tonnes de canola par jour et qui devrait entrer en activité l'automne prochain. L'investissement plus modeste de la société Archer Daniels prend la forme d'un silo de canola de 20 000 tonnes et d'une infrastructure de chargement qui expédiera 100 trains de marchandises vers des installations à l'extérieur de la Saskatchewan.

Les entreprises de trituration de graines oléagineuses du monde entier se sont rencontrées en Malaisie, à la fin de septembre, pour discuter des hauts tarifs imposés par le Japon depuis de nombreuses années sur les importations de produits finis, qui constituent à toutes fins pratiques un obstacle au commerce. Ce pays autorise par ailleurs l'entrée hors taxes des graines oléagineuses non triturées. La suppression de cette barrière pourrait inciter des entreprises comme Archer Daniels à convertir ses installations de manutention en installations de transformation.

Les engraisseurs de bovins sont parmi les rares personnes à ne pas se réjouir de l'augmentation du prix des céréales, qui se solde pour eux en pertes, car le coût des provendes a augmenté de plus de 30 % alors que le prix du bétail a chuté de plus de 25 % depuis l'an dernier. Un haut niveau d'incertitude devrait persister et le marché demeurer volatil dans ce secteur au cours des mois à venir.

L'industrie extractive continue à montrer une vigueur remarquable. La production de pétrole, de gaz naturel et de minéraux a atteint quelque 4 milliards de dollars en 1994, générant environ

725 millions de redevances et des recettes fiscales représentant près de 13 % des recettes totales de la province.

Les ventes de potasse de 1,2 milliard de dollars en 1994 avaient atteint un record qui sera probablement battu en 1995. La société Potash Corporation of Saskatchewan (PCS) a signalé que, dans les six premiers mois de 1995, son chiffre d'affaires avait augmenté de 8 % et que les prix étaient de 15 % supérieurs à ceux de l'année précédente. Fin juillet, les forages de puits de pétrole étaient en hausse de plus de 35 % étant donné le fléchissement des cours du gaz, qui a incité les producteurs à se tourner vers le pétrole. Wascana Energy fait état d'une augmentation de la production pétrolière de 12 % pour la première moitié de 1995 et d'une croissance de la production gazière de l'ordre de 5 %. La production de l'uranium s'est accrue de près de 10 % dans les sept premiers mois de l'année.

La société PCS a consacré plus d'un milliard de dollars cette année à l'acquisition d'actifs aux États-Unis, qui en font le second producteur de phosphate en importance d'Amérique du Nord et le troisième au monde en raison de la capacité. PCS prévoit un accroissement de la demande des marchés d'outre-mer tant pour la potasse que pour le phosphate. L'entreprise emploie maintenant plus de 4 600 personnes.

Les coentreprises McClean Lake et Cigar Lake ont annoncé qu'elles avaient conclu une entente selon laquelle elles construiront et exploiteront toutes deux des installations communes de traitement de l'uranium. Le minerai de Cigar Lake sera transporté à McClean Lake. Le projet de McClean Lake a démarré ce printemps et la production commencera au milieu de 1997. Cet automne, le projet de Cigar Lake présentera son Énoncé des incidences environnementales à un comité d'examen fédéral-provincial, qui rendra sa décision au cours du premier semestre de 1997. Si cette dernière est favorable, la production débiterait en 1999.

Fabrication

La société MacMillan Bloedel et la société d'État provinciale Saskatchewan Forest Products Corporation, ont constitué SaskFor Inc., une société qui construira et exploitera une usine de panneaux de particules orientées de 130 millions de dollars dans le nord-est de la Saskatchewan. L'usine devrait ouvrir ses portes au milieu de 1997.

Le producteur d'acier Ipsco Inc. a fait état de revenus nets record de 44,9 millions de dollars pour les six premiers mois de 1995 sur un chiffre d'affaires de 380,4 millions, alors que ses revenus avaient été de 22,4 millions sur un chiffre d'affaires de 399,9 millions au cours de la même période l'an dernier. Sa fonderie fonctionne à pleine capacité à la suite d'une interruption pour travaux d'entretien, et la demande d'acier d'outillage et de profilés d'acier demeure ferme. Toutefois, des signes de ralentissement pour la fin de 1995 commencent à apparaître, puisque la demande nationale de trains de tiges pétrolières a démarré en force, mais on s'attend à un fléchissement de 10 % plus tard cette année en raison de la faible demande de tiges de gros diamètre.

La Prairie Implement Manufacturers Association signale que ses membres font face à un ralentissement des ventes et que certains des principaux producteurs mettent à pied des employés. L'incertitude, liée aux conséquences à plus long terme de l'interruption de la subvention du Nid-de-Corbeau, l'ensemencement tardif tant au Canada qu'aux États-Unis et les récoltes tardives qui entraînent des risques en matière de volumes et de grades ne sont qu'en partie compensés par l'augmentation des prix. Plusieurs fabricants de matériel agricole licencient, semble-t-il, du personnel. Ils espèrent toutefois encore un bon automne. L'on s'attend que les entreprises qui achètent de l'acier passent à l'action, parce qu'elles ont été en proie à des difficultés l'an dernier pour s'approvisionner en matière première lorsqu'elles en avaient besoin pour honorer leurs commandes ou parce qu'elles produisent des caisses de camion, secteur où la demande est demeurée forte.

L'entreprise Nu-Fab Building Products fait état d'un succès continu dans l'exportation de maisons préfabriquées et à récemment vendu 50 unités supplémentaires de maisons préfabriquées par l'intermédiaire du groupe nippon S.G. Kai. Nu-Fab s'attend également à des commandes à la suite d'une visite récente en Amérique du Sud, qui l'aideraient à diversifier ses activités sur les marchés étrangers. Les exportations représentent maintenant la moitié du chiffre d'affaires de Nu-Fab et l'ont amenée à augmenter d'un tiers le nombre postes à l'usine, dont la plupart, si l'on en croit le président, sont des emplois de haute technologie.

La société International Road Dynamics, qui fabrique des postes de pesage intégrés de poids lourds civils, fait état d'une augmentation de 44 % de son chiffre d'affaires au cours des neuf premiers mois de son exercice. La US Federal Highways Administration a accordé à l'entreprise un contrat exclusif pour la conception et la construction d'une installation nationale prototype dans l'Oregon, qui effectuera le pesage des camions en mouvement à la vitesse en vigueur sur les grandes voies de circulation.

La société Mercury Graphics a annoncé qu'elle avait obtenu des marchés de l'ordre de 8 millions de dollars pour produire des billets d'avion et des cartes d'embarquement pour quatre compagnies internationales. Ces dernières s'ajoutent aux 13 transporteurs aériens que la société compte déjà parmi ses clients. L'imprimerie, qui a son siège social à Saskatoon, produit également des billets pour des événements de prestige comme la cérémonie des Oscars.

Technologies de l'information

TRLabs à Saskatoon poursuit son essor et a mis à l'essai des techniques de commutation utilisées pour envoyer simultanément sur les réseaux de télécommunications images vidéo, sons et données. SaskTel est au nombre d'entreprises qui espèrent utiliser cette technologie pour mettre au point de nouveaux services comme l'enseignement à distance, la vidéoconférence, la télé-médecine et la vidéo sur demande.

Services

Jusqu'en juin de cette année, l'industrie touristique de la Saskatchewan a bénéficié d'une activité accrue. Les passages directs de la frontière, les taux d'occupation hôteliers, les recettes de la restauration et les ventes au détail, affichent tous des résultats nettement plus élevés pour les six premiers mois de l'année par rapport à l'an dernier. Randy Williams a récemment été nommé directeur général de la Saskatchewan Tourism Authority.

OBSERVATIONS

Plusieurs techniques et les forces de la concurrence convergent pour changer le paysage des Prairies — littéralement. Des semi-remorques équipés pour assurer des services identiques à ceux des élevateurs traditionnels en bois ont été mis en activité cet automne par les trois syndicats du blé

des Prairies, la United Grain Growers Limited et probablement d'autres organismes du secteur. Les « silos-élévateurs mobiles », une première mondiale, pèsent les céréales au cours du chargement. Les impuretés, l'humidité et le grade seront également évalués. L'information sera ensuite relayée par la technologie cellulaire-satellite en vue de son traitement. Un message sera renvoyé à l'ordinateur de bord et un chèque établi à l'ordre de l'agriculteur avant que le chargement n'ait quitté la gare. On peut s'attendre à ce que ce service se répande dans les régions où l'on retire les services d'élévateurs traditionnels ainsi que pour les cultures spéciales.

Deux entrepreneurs de la Saskatchewan ont été choisis comme finalistes pour le prix Entrepreneurs d'Ernst & Young de cette année : Jim Yuel, président du groupe PIC Investment, dans la catégorie Vente en gros et distribution, et John Cross, directeur de Philom Bios, dans la catégorie Sciences et technologie. Tous deux considèrent qu'un plus grand nombre d'entrepreneurs de la province devraient mieux faire connaître leurs réussites.

Par ailleurs, trois femmes de Saskatoon font partie des 38 Canadiennes dont la candidature a été retenue dans le cadre du prix d'excellence de l'entrepreneure canadienne de l'année, parrainé par la faculté de gestion de l'université de Toronto. Il s'agit de Cindy Tagseth, dans la catégorie Quality Plus, de Della Summers, dans la catégorie Turnaround et de Vera Heinze, pour son apport exceptionnel à l'économie de la région.



QUÉBEC

RAPPORT PROVINCIAL DE RENSEIGNEMENTS INDUSTRIELS

SEPTEMBRE 1995
NUMÉRO DE L'ÉTÉ

VUE D'ENSEMBLE

Depuis le début de l'année, il y a eu ralentissement de l'économie québécoise bien que l'on ne puisse encore parler de récession. Cette performance décevante reflète en grande partie l'anémie qui caractérise la demande interne, particulièrement du côté des dépenses des consommateurs et de la construction. La situation est un peu meilleure du côté des entreprises et ces dernières restent relativement optimistes.

INDICATEURS

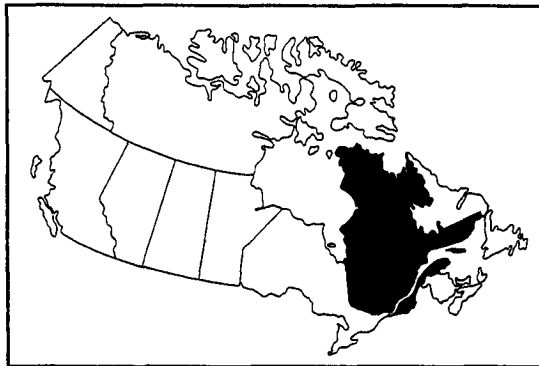
La publication par le Bureau de la statistique du Québec des comptes nationaux pour le deuxième trimestre a confirmé le ralentissement de l'économie québécoise.

En effet, le PIB de la province a connu une contraction de 0,2 % à taux annuel (PIB provincial dégonflé par l'indice implicite des prix canadiens).

La faiblesse de l'économie québécoise s'observe surtout du côté de la demande intérieure. Ainsi, pour le deuxième trimestre consécutif, la croissance de la demande intérieure finale, exprimée en dollars constants, a été négative (-1,2 %, taux annuel). Cette baisse fait suite à la contraction de 2,7 % observée au premier trimestre. Toutes les composantes de la demande interne sont touchées. Chez les consommateurs, les dépenses personnelles en biens et services n'ont connu qu'une faible augmentation annuelle réelle de 1,3 % du premier au deuxième trimestre.

Quant aux investissements réels en capital fixe, ils ont connu une baisse annuelle de 7,8 % du premier au deuxième trimestre suite au ralentissement des programmes d'immobilisations d'Hydro Québec et du marasme qui sévit dans le secteur de la construction.

Compte tenu du niveau actuel des taux d'intérêts réels, de l'incertitude qui prévaut sur le marché de l'emploi, de la faible progression de la rémunération et des taux d'imposition élevés, cette retenue des consommateurs n'est guère surprenante. D'ailleurs, un examen des indicateurs révèle qu'il en sera vraisemblablement encore ainsi dans les mois à venir.



En juillet, la rémunération hebdomadaire moyenne au Québec s'établissait à un niveau inférieur à celui d'il y a un an (543,13 \$ contre 547,39 \$, données désaisonnalisées). Même si en août quelque 8 000 emplois furent créés (données désaisonnalisées) au Québec, on n'a fait que récupérer les pertes survenues durant le mois précédent et le taux de chômage reste encore très élevé (11 %). En outre, la diminution graduelle de l'indice désaisonnalisé des offres d'emploi de Statistique Canada depuis juin n'est pas de bon augure pour le marché du travail. En fait, en septembre, l'indice s'établissait à 98, soit une valeur en dessous de sa valeur de référence de 1991 = 100.

Autre indicateur des difficultés financières des ménages québécois, on constate que le nombre de faillites personnelles a augmenté de 26 % durant la

période de janvier à juillet par rapport à la même période l'année précédente. C'est la plus forte hausse de toutes les grandes régions canadiennes.

La situation est un peu meilleure du côté des entreprises. En juin et juillet, la valeur des livraisons manufacturières était de 11 % plus élevée qu'à pareille date l'année dernière et les exportations internationales progressent toujours. Toutefois, la vigilance est de rigueur, car pour la première fois depuis 1992, les bénéfices des sociétés avant impôt ont décliné (taux annuel de -18,3 % du premier au deuxième trimestre). On note aussi que l'investissement en stocks de la part des entreprises est passé d'une valeur réelle de 608 millions de dollars au quatrième trimestre de 1994 à 1,6 milliard au premier trimestre de 1995 puis à 1,4 milliard au deuxième trimestre. La constitution de tels inventaires ne peut être qu'un handicap à la reprise de la production lorsque la demande se raffermira.

Dans un tel contexte, il n'est pas surprenant de constater que le nombre d'entreprises au Québec (tel que mesuré par le nombre de comptes de retenues sur les salaires) ne s'est pas accru du premier au deuxième trimestre. Les perspectives d'investissements des entreprises pour l'année 1995 ont aussi récemment été révisées à la baisse au Québec, passant de 28 milliards de dollars (prévision de début d'année) à 27,6 milliards (prévision de mi-année). Dans la presque totalité des autres provinces, les prévisions d'investissement furent révisées à la hausse.

Malgré tout, l'entrepreneuriat se porte bien au Québec. Par exemple, en août 1995, on comptait 197 000 travailleurs indépendants (entreprises constituées), soit 26 000 de plus qu'il y a un an. On note aussi un net accroissement des demandes d'information faites auprès du Centre Info entrepreneurs. Ainsi, durant la période de avril à août 1995, le Centre a complété 11 044 « contacts » (visites reçues, appels pour le service Info Fax, appels téléphoniques répondus, etc.), soit une hausse de plus de 26 % par rapport à la même période l'année dernière. Notons qu'environ 18 % des demandes d'information concernaient le démarrage d'entreprises, 13 % le financement, 14 % le commerce international, et 7 % la recherche de marchés.

CLIMAT ÉCONOMIQUE

Le ralentissement de l'activité économique se traduit par une prudence accrue chez les consommateurs. Il en est de même chez les entreprises, mais à un degré moindre.

Lorsque le Conference Board du Canada a demandé aux ménages québécois au début de septembre si le moment était propice pour effectuer un achat important, comme une maison ou une voiture, 57 % d'entre eux ont répondu non, en hausse de 54,3 % quelques mois plus tôt (enquête de juin). Malgré tout, si l'on se fie à l'indice de confiance des consommateurs selon le Conference Board, les Québécois restent confiants dans l'avenir puisque l'indice a connu une augmentation surprenante, passant d'une valeur de 90,7 à 95,4 du deuxième au troisième trimestre.

Du côté des entreprises, l'enquête de juillet de Statistique Canada sur les perspectives des milieux d'affaires indique que seulement 19 % des entreprises manufacturières québécoises rapportaient un niveau de nouvelles commandes à la hausse, comparativement à 29 % au printemps. En outre, le pourcentage d'entreprises qui ont indiqué que le niveau des commandes en carnet était moins que normal s'est accru, passant de 21 % au printemps à 24 % cet été. Malgré ces mauvaises nouvelles, il importe d'indiquer qu'une majorité d'entreprises (59 %) considéraient toujours que leur niveau de commandes en carnet était « normal » cet été.

Selon un sondage mené par la division recherche-stratégie du Groupe Everest pour le compte de la Banque Nationale et du journal *La Presse* (11 septembre 1995), près de la moitié des 300 dirigeants des petites et moyennes entreprises (PME) québécoises interrogés ont jugé que la situation économique au Québec au cours de la dernière année n'a été que « moyenne », alors que près du tiers estiment que la conjoncture fut « mauvaise ». Environ 49 % des dirigeants sondés estiment qu'au cours des douze prochains mois, la situation économique au Québec restera stable alors que 29 % estiment qu'elle se détériorera. L'insécurité économique et politique ainsi que les problèmes de législation sectorielle inadéquate, sont parmi les problèmes identifiés par les PME.

SECTEURS CLÉS

Industries traditionnelles

L'industrie québécoise de l'agroalimentaire a considérablement accru (10 %) la valeur des exportations internationales l'année dernière. Les plus fortes croissances furent observées du côté des petits fruits, des gâteaux et des produits de l'érable. Notons que la très grande majorité des produits agroalimentaires exportés par le Québec sont des produits à valeur ajoutée. L'existence d'un Club export agroalimentaire très actif au Québec a facilité cette percée sur les marchés étrangers puisque la quinzaine de missions à l'étranger organisées par cet organisme en 1994-1995 ont permis de mieux faire connaître les produits des 295 membres du Club.

L'industrie des boissons est en pleine effervescence au Québec. Par exemple, chez les brasseurs de bière on a observé le lancement de 28 nouvelles bières (la Gaillarde, la Celtique, la Loch Ness, l'illégal, etc.) sur le marché québécois depuis un an. Plusieurs joueurs se partagent le marché de la province, soit les grandes brasseries locales, les micro-brasseurs québécois, les brasseries canadiennes hors-Québec, les grandes marques américaines, et les brasseurs d'outre-mer. Pour mieux faire connaître leurs produits, les producteurs rivalisent d'ingéniosité. Par exemple, Molson O'Keefe a utilisé de la publicité interactive où les téléspectateurs pouvaient téléphoner à un numéro 1-800 afin de voter pour la meilleure des deux conclusions de l'annonce présentée. Environ 1,14 million d'appels auraient été reçus.

Depuis 1993, l'industrie des produits forestiers (scieries, fabricants de panneaux) au Québec procède à de nombreux investissements afin de moderniser les usines. L'objectif de ces investissements est de réduire les coûts de production dans le but de renforcer la position des usines en cas de cycle défavorable. Ces investissements se trouvent facilités par les relativement bons prix actuels du bois d'œuvre. En effet, après une chute marquée durant le premier semestre, les prix se sont raffermis quelque peu suite à une reprise des mises en chantier aux États-Unis observée depuis mai. Les entreprises ont aussi adopté des mesures, comme le prolongement des vacances, pour limiter l'accroissement de leurs inventaires durant l'été.

Notons que récemment plusieurs scieries ont été achetées par des papetières, ces dernières désirant assurer leur approvisionnement en copeaux de bois. Quant aux papetières, leur situation demeure excellente et le prix de la pâte continue de rester élevé. Certains producteurs de papier font état de percées intéressantes en Asie, une région où la consommation de papier journal croît rapidement mais reste nettement inférieure par habitant à ce qu'elle est en Amérique du Nord ou en Europe.

Chez les fabricants de textile, l'événement majeur des derniers mois est l'annonce par Dominion Textile de la mise en vente de toutes ses usines de filature. Pour l'industrie dans son ensemble, les ventes sont à la hausse particulièrement auprès des clients étrangers. D'ailleurs, quelques entreprises ont annoncé des projets d'investissement qui visent à mieux desservir le marché américain.

Quant aux fabricants de vêtements, ils écoulent la majorité de leur production sur le marché intérieur quoique les exportations de produits de moyenne et de haute gamme sont importantes. On observe aussi que les fabricants sont prêts à entreprendre plus de projets ensemble, ce qui leur procure de nombreux avantages : placement de plus grosses commandes auprès des sous-traitants et obtention de meilleurs prix auprès de ces derniers, partage des frais d'exportation, etc. La présence sur les marchés étrangers est d'ailleurs une préoccupation primordiale pour beaucoup d'entreprises de ce secteur et des récents succès à ce chapitre ont permis l'embauche de personnel supplémentaire, une tendance qui devrait se poursuivre au cours des prochains mois.

L'industrie du meuble au Québec a durement souffert durant la dernière récession, mais aux dernières nouvelles la situation s'était nettement améliorée comme en fait foi le succès du récent salon du meuble de Montréal. Ce revirement de fortune est survenu grâce à des efforts soutenus de la part des fabricants, notamment au niveau de l'amélioration de la qualité et du design, des investissements dans les nouvelles techniques de fabrication, et aussi de l'exploitation du créneau des meubles avec cadre de bois, un segment moins touché par les importations bon marché que celui des meubles rembourrés. Pour compenser le manque de ressort du marché intérieur, l'industrie a aussi cherché à exploiter les marchés étrangers, de sorte que les exportations québécoises de meubles ont plus que doublé de 1990 à 1994.

Dans le secteur de l'automobile, les ventes ont continué de fléchir et GM de Ste-Thérèse éliminera une équipe de travail, tel qu'annoncé précédemment. Cela signifie 1 140 mises à pied et une production journalière qui passera de 980 à 420 voitures. Cette situation touchera de nombreux sous-traitants québécois qui fournissent des composantes aussi diverses que des conduits de ventilation, des tapis moulés ou des joints d'étanchéité. Quant à l'usine de Hyundai, il n'y a pas de changement; elle demeure toujours fermée suite à un arrêt des opérations pour une période indéterminée. Récemment, Hyundai a décidé de rembourser aux gouvernements les sommes qui avaient été octroyées lors de l'implantation et qui étaient maintenant devenues dues suite à la fermeture. Ceci ne signifie pas pour autant que Hyundai met une croix sur son usine de Bromont; elle continuera d'examiner des options pour relancer les activités de cette usine, soit par elle-même, en partenariat ou en vendant à une tierce partie.

Sur le plan des autobus urbains, Novabus achève la mise en place de la nouvelle ligne de production pour autobus à plancher bas et la production du premier véhicule commercial devrait débuter incessamment. La ligne de production du Classic opère à capacité, en partie pour l'exportation. Chez Prevost Car (autobus interurbains) qui est passée aux mains du consortium Volvo/Henlys Group, on produit actuellement à un rythme de 2,6 autobus par jour (800 par année). Suite à une embauche massive au cours des derniers mois, cette entreprise emploie maintenant plus de 950 personnes. Dans un article de presse récent, un dirigeant de Prevost Car a confirmé que la nouvelle direction entend délaissier de plus en plus la fabrication de pièces pour se spécialiser dans l'assemblage. La demande continue d'être très forte et le carnet bien rempli.

Dans le secteur des camions lourds, les 900 employés syndiqués de Kenworth sont en grève depuis plusieurs mois déjà. Cette grève se produit au moment où le carnet de commande est encore bien rempli, mais où on décèle en même temps un certain fléchissement dans le marché. Pour mieux desservir ce secteur, Camoplast a annoncé l'implantation d'une nouvelle usine de 54 000 pi² à Acton Vale, qui se spécialisera dans la fabrication de pièces de fibre de verre pour camions lourds. Cette activité, auparavant maintenue à Roxton Falls, permettra de libérer 20 000 pieds de plancher pour l'expansion des activités reliées au secteur des

véhicules récréatifs. Dans ce secteur, Bombardier prévoit toujours une croissance soutenue des livraisons de motomarines (Sea Doo) et après Beauce Composites, c'est au tour de Camoplast d'annoncer un investissement à Grand-Mère pour la mise en place d'une nouvelle usine de fabrication de coques de fibre de verre pour servir ce client.

L'industrie de traitement des surfaces (plaquage des métaux) fournit un service considéré comme essentiel pour des entreprises dans des secteurs très divers (fabricants de circuits imprimés, industrie aérospatiale, etc.). Environ 120 entreprises au Québec ont des divisions « captives » de traitement de surface et on dénombre 170 autres entreprises qui travaillent à la pige dans ce domaine. Près de 70 % de l'industrie est concentrée dans la région de la Communauté urbaine de Montréal (CUM).

De prime abord, les activités de cette industrie sont très polluantes. Cependant, au cours de la dernière quinzaine d'années, l'industrie de traitement des surfaces a entrepris des efforts importants pour se conformer à la réglementation environnementale. Ces efforts ont porté fruit et selon un récent bilan de la CUM, l'industrie aurait réduit de 90 % ses rejets de métaux lourds depuis 1980. Il y a cependant une volonté politique au niveau du cabinet du ministre fédéral de l'Environnement de hausser les critères auxquels doivent se soumettre l'industrie. Toutefois, selon les industriels, le contexte réglementaire actuel approche le point à partir duquel on pousserait des entreprises à la fermeture ou à donner leurs travaux de finition en sous-traitance, là où la réglementation impose des coûts moins élevés. Les industriels plaqueurs en ont particulièrement contre le fait que, récemment, certains métaux (chrome hexavalent, sels de nickel et cadmium) utilisés pour le traitement des surfaces métalliques aient été placés dans la catégorie des produits toxiques, ce qui implique des contrôles et des coûts additionnels qui pourraient nuire à la compétitivité de l'industrie. Certaines provinces pourraient aussi chercher à contester la constitutionnalité de la réglementation fédérale proposée.

Dans l'industrie des produits plastiques, notamment dans le domaine du film et du couvre plancher de plastique, des investissements significatifs pourraient se matérialiser dans un proche avenir. On note aussi que le prix de certaines résines se stabilise ou a commencé à décliner suite à la baisse de la demande que l'on

enregistre dans plusieurs segments du marché, notamment celui de la construction.

Le secteur de la **construction résidentielle** reste fort mal en point. En effet, en juillet et en août, les mises en chantier ont été à leur plus bas niveau depuis le terrible été de 1982. Sur une base annuelle, seulement 13 700 chantiers (données des grands centres urbains) furent initiés en août. Même si la situation s'est un peu améliorée en septembre, la situation de l'industrie de la construction demeure catastrophique au Québec. Évidemment, les suspects habituels sont les taux d'intérêt réel élevés, le niveau élevé d'endettement des ménages, la faible progression de leurs revenus, et la précarité grandissante des emplois. Or, ces éléments n'expliquent pas tout, car à ces facteurs conjoncturels il faut ajouter celui de la baisse du nombre de ménages chez les 25-35 ans (éclipse des baby boomers) et l'absence du marché des acheteurs plus âgés à la recherche d'une maison plus grande et plus luxueuse que celle qu'ils possèdent déjà, car ils éprouvent de la difficulté à vendre leur résidence actuelle. Néanmoins, selon la Société canadienne d'hypothèques et de logement, le creux du cycle a été atteint et l'organisme gouvernemental anticipe une certaine recrudescence de la construction l'année prochaine, le nombre d'unités passant d'un nombre anticipé de 22 800 cette année à 28 000 l'année prochaine.

Nouvelle économie

Le secteur de l'**aéronautique** a connu une croissance modeste mais réelle au cours des derniers mois. Les carnets de commande se regarnissent et certaines entreprises telle Pratt & Whitney Canada ont récemment réembauché du personnel. A la division de l'aéronautique chez Bombardier, on prévoit doubler les ventes d'ici cinq ans et l'entreprise a annoncé le lancement du Dash 8-400, un appareil régional de 70 sièges et dont les moteurs proviendront de Pratt & Whitney Canada.

Chez les fabricants de **matériaux avancés** (composites polymériques, matrices métalliques, alliages, métaux nouveaux), la situation a été relativement stable au cours des derniers mois. On note toutefois quelques annonces d'investissements, comme chez Camoplast. Enfin, l'Institut des technologies du magnésium (ITM) tente de créer un effet d'essaimage au Québec. Pour y arriver, l'ITM entend utiliser les résultats de recherches faits avec des partenaires étrangers.

Une demande vigoureuse a permis aux entreprises du secteur des **techniques avancées de production** (entreprises de logiciels, de systèmes électroniques et d'intégrateurs de systèmes) d'afficher une forte croissance de leur chiffre d'affaires et le niveau d'emploi est à la hausse. De plus, les entreprises de ce secteur affichent un certain optimisme face aux deux prochaines années. Elles considèrent que les PME continueront à investir dans les techniques de production soit pour renforcer leur position concurrentielle ou combler le retard accumulé. La faiblesse du dollar est un avantage compétitif mais, selon plusieurs entreprises, les taux d'intérêt élevés peuvent freiner l'expansion des opérations de renouvellement des équipements.

L'industrie des **productions cinématographiques** à Montréal a reçu une bonne nouvelle : le budget de promotion cinématographique de Montréal a été renouvelé pour le reste de l'année, ce qui permettra de continuer de promouvoir cette ville comme lieu de tournage auprès des producteurs étrangers. Les gens du milieu ont aussi bon espoir que ce budget sera aussi renouvelé l'année prochaine. Quant aux productions étrangères elles-mêmes, leur nombre et leur valeur (environ 35 millions de dollars pour les huit premiers mois de 1995) sont moindres qu'à pareille date l'année dernière. Heureusement que le milieu anticipe un net accroissement des activités de tournage durant l'automne et l'hiver.

Les entreprises de **services informatiques** devraient connaître une forte croissance au cours des prochaines années en raison des mandats d'impartition de certaines activités informatiques qui leur sont confiés par les grandes entreprises. Ainsi, en raison de la complexité grandissante des systèmes informatiques et de télécommunications, de plus en plus d'entreprises cèdent à contrat une partie ou la totalité de leurs activités informatiques à des entreprises de services informatiques qui possèdent une expertise très spécialisée au niveau des techniques de pointe telles l'environnement client-serveur, les interfaces graphiques et les plates-formes ouvertes. En fait, IDC Canada prévoit une croissance annuelle de 17 % de la demande pour les services informatiques au Canada et aux États-Unis au cours des trois prochaines années.

Parallèlement à l'expansion de l'industrie des services informatiques, on note un accroissement des prises de contrôle étrangères. Par exemple, au Québec, le Groupe DMR vient de faire l'objet d'une offre publique d'achat de la société

américaine Amdahl puis tout récemment d'IBM. A noter que ces prises de contrôle se présentent comme d'excellentes occasions d'affaires pour les sociétés américaines en termes de diversification de leurs activités et de sources de revenus. Dans le cas du Groupe DMR, les effectifs seront maintenus au Québec et au Canada et son acquisition par une société américaine devrait entraîner un accroissement du chiffre d'affaires et permettre au Groupe DMR d'avoir accès à de nouveaux réseaux de distribution et de nouveaux marchés.

Le réseau mondial Internet est passé de 1 million à 40 millions d'utilisateurs au cours des dix-huit derniers mois. Cependant, le fait que les transactions de type EDI ne peuvent pas s'effectuer en toute sécurité sur le réseau Internet constitue un frein majeur à l'utilisation du réseau pour des transactions financières. C'est dans ce contexte que la société québécoise MPACT Immedia a annoncé qu'elle compte bientôt commercialiser une solution intégrée qui permettra le commerce électronique sur le réseau Internet en faisant converger l'EDI, le courrier électronique, les échanges de fonds et la gestion des flux d'information dans un environnement ouvert tout en assurant la sécurité des transactions et des paiements électroniques. Cette solution a été développée dans le cadre d'un projet de recherche-développement (R-D) financé sous le programme CANARIE.

Hydro Québec songe très sérieusement à se lancer dans le marché des télécommunications. La société d'État compterait utiliser son important réseau de communication interne. Ce réseau, fort étendu à travers toute la province, fait largement appel aux micro-ondes et à la fibre optique. Une entité juridique, Hydro-Québécom, a déjà été formée et on est actuellement à la recherche de partenaires. Hydro-Québécom cible une large clientèle : commerces, industries et secteur résidentiel.

L'industrie des produits médicaux est très mécontente du projet de recouvrement des coûts de Santé Canada. Selon l'industrie, ce projet aura comme effet d'accroître le prix de revient, ce qui nuira à la compétitivité de l'industrie locale par rapport aux entreprises américaines. On déplore aussi le niveau élevé des taux d'intérêt réel, qui nuit au financement des inventaires et aux projets d'investissement.

Le développement industriel de la biotechnologie au Québec sera renforcé par l'implantation

prochaine de l'usine de vaccins d'IAF Biovac à Ste-Foy ainsi que l'usine de fabrication de lots de produits biopharmaceutiques à des fins d'essais cliniques et commerciales de Bio-Intermédiaire Amérique du Nord Inc. Cette dernière usine sera adjacente à l'Institut de recherches en biotechnologie du Conseil national de recherches du Canada. A eux seuls, ces deux nouveaux investissements totalisent 70 millions de dollars et permettront la création de 150 emplois spécialisés. On note aussi l'ouverture récente de l'incubateur en biotechnologie à Laval. Enfin, soulignons la tenue au Québec au cours du semestre automne-hiver de quatre grands événements reliés à la biotechnologie. Ces symposiums, conférences et congrès permettront aux entreprises et aux chercheurs de présenter leur expertise et expériences, d'établir des liens et de rencontrer des entreprises de capital de risque.

La fin des grands contrats sur le marché intérieur oblige les entreprises de services-conseils en environnement à se disputer les petits projets locaux restants, ce qui nuit aux marges bénéficiaires. Cette situation pénible incite un nombre grandissant d'entreprises à lorgner du côté des marchés extérieurs. Or, l'État a un rôle à jouer pour favoriser l'exportation de l'expertise canadienne et québécoise en environnement. A titre d'exemple, mentionnons le récent lancement par Industrie Canada de son répertoire informatisé "Solutions environnementales canadiennes", son appui à la formation de consortiums regroupant experts-conseils et entreprises de fabrication et visant à effectuer une percée sur le marché sud-américain, notamment en Colombie et au Venezuela, et sa participation avec Enviro-Accès et l'Ambassade du Canada à Paris à un projet de maillage coopératif entre une demi-douzaine d'entreprises en environnement du Canada et de la France.

Chez les sociétés d'experts-conseils en gestion, on suit de près les développements outre-frontière, notamment les fusions entre grandes entreprises américaines. C'est que l'industrie d'ici craint de devoir affronter des cabinets de consultants « géants ». Il semble aussi que certains administrateurs agréés commencent à se demander si les compressions des dernières années au sein des entreprises n'ont pas été trop sévères et qu'à moyen terme, le prix à payer sera supérieur aux économies réalisées.

Tout porte à croire que l'année 1995 pourra être considérée comme une bonne année au chapitre du tourisme. Ainsi, d'après les chiffres publiés par l'Office du tourisme et des congrès du Grand Montréal, le taux d'occupation des hôtels dans la région de Montréal durant la période de juin à septembre (inclusivement) a été de 83,4 % comparativement à 76,9 % l'année dernière. Selon un récent rapport du gouvernement du Québec, la province obtient actuellement 19,7 % des visites-province au Canada et 19,2 % des recettes des touristes provenant d'autres pays que les États-Unis. Il est précédé par l'Ontario et la Colombie-Britannique. En ce qui concerne le marché américain, le Québec reçoit 13,2 % des visites-province et 15,6 % des recettes touristiques au Canada.

OBSERVATIONS

Une étude récente dressant le profil technologique des PME québécoises démontre que 84 % des 400 entreprises étudiées, représentant 20 secteurs industriels, ont adopté au moins une technique avancée de production. L'étude révèle qu'au cours des deux dernières années, les entreprises ont investi en moyenne 14,6 % de leur chiffre d'affaires en techniques de pointe. On note également que les PME de 50 employés ou moins sont celles qui ont proportionnellement le plus investi dans la nouvelle technologie, soit un niveau équivalent à 17 % de leur chiffre d'affaires, comparativement à 10 % pour les plus grandes entreprises de l'échantillon. Par ces investissements, on espère diminuer les coûts de fabrication, améliorer les produits existants et augmenter les capacités de fabrication.

Tous savent que la santé de l'économie canadienne dépend de façon importante des exportations internationales. Toutefois, ce qui est moins connu est l'importance des échanges commerciaux entre les provinces. Les données les plus récentes couvrent l'année 1990 et n'ont été rendues disponibles que récemment. L'examen de ces données permet de constater que ces échanges interprovinciaux et internationaux sont surtout (à près de 66 %) originaires du Canada central (Québec et Ontario). Au sein du pays, le Québec et l'Ontario sont aussi mutuellement leurs meilleurs clients. Plus précisément, le Québec a vendu à l'Ontario plus de 20 milliards de dollars de biens et

services en 1990 et le Québec a acheté près de 23 milliards de dollars de l'Ontario à la même époque. A titre de comparaison, les exportations internationales du Québec s'établissaient à 29,7 milliards de dollars.

Pour le Québec, le commerce avec ses voisins nationaux et internationaux est non seulement une affaire de gros sous, mais aussi extrêmement important pour l'emploi. Par exemple, le commerce interprovincial à lui seul permet de soutenir 414 000 emplois au Québec, dont 234 000 dépendent uniquement du commerce interprovincial avec l'Ontario. A l'inverse, 250 000 emplois en Ontario dépendent directement ou indirectement du commerce interprovincial avec le Québec.

Il est reconnu que les Québécois aiment bien les festivals et il y en a pour tous les goûts (oui, même un Festival de la mouche noire). Outre leur objectif de divertir la population, ces festivals constituent un moteur économique de plus en plus important. Par exemple, selon certaines estimations préliminaires, à eux seuls les quatre principaux festivals qui se déroulent dans la région de Montréal (le Festival international de jazz, le Festival Juste pour rire, les FrancoFolies et le Festival du film) génèrent des retombées économiques de près de 100 millions de dollars. Une étude en cours permettra bientôt d'avoir une estimation plus certaine sur le sujet.

En date de juin 1995, quelques 300 entreprises québécoises avaient adhéré à la norme ISO. Ce nombre représente 20 % des entreprises canadiennes enregistrées. L'Ontario compte pour 50 % des enregistrements.

Selon le Sous-Traitance Industrielle Québec (STIQ), le Québec comptait 3 088 sous-traitants industriels. Ces entreprises se retrouvent dans les secteurs des produits métalliques, machinerie, industrie du transport, produits électriques et électroniques, produits de matière plastique, meubles et bois. La moitié des entreprises membres du STIQ utilisent la CAO-FAO. Environ 30 % des entreprises sous-traitantes industrielles sont accréditées ou se conforment à des normes de qualité (ISO, MIL-Q, etc.) et 17 % ont un programme d'assurance qualité en cours d'implantation. Une majorité des sous-traitants industriels du Québec ont des activités de recherche-développement.



ONTARIO

RAPPORT PROVINCIAL DE RENSEIGNEMENTS INDUSTRIELS

SEPTEMBRE 1995
NUMÉRO DE L'ÉTÉ

VUE D'ENSEMBLE

Après la récession technique à laquelle on a assisté pendant le premier semestre de 1995, l'économie de l'Ontario devrait se renforcer pendant les derniers mois de l'année*. Cette évolution est attribuable à une meilleure tenue de l'économie américaine et à une augmentation de la demande d'exportations.

Ces tendances seront toutefois freinées par la nécessité d'écouler les stocks accumulés pendant les deux premiers trimestres et par la prudence des consommateurs, qu'intensifie le référendum imminent au Québec. On s'attend maintenant à ce que la croissance de la province en 1995 soit de l'ordre de 2,4 à 2,8 %.

Les perspectives à moyen terme apparaissent assez sombres en raison d'importantes réductions d'effectifs, notamment dans le secteur public, limitant la demande des consommateurs et aussi par suite de la réduction du déficit, réduisant les dépenses publiques. Une certaine reprise de la construction résidentielle, après une année catastrophique, de même qu'un investissement raisonnablement vigoureux dans le secteur du matériel et de l'outillage, contribuera à accroître l'expansion des marchés d'exportation.

* D'après les comptes provinciaux de l'Ontario, le PIB réel aux prix du marché a baissé de 2 % et de 4,4 % au cours du premier et du deuxième trimestre, respectivement.

L'augmentation des exportations dépend, néanmoins, du maintien de la demande américaine, ce qui pourrait être difficile à moyen terme puisque les États-Unis ont déjà connu plus de quatre années consécutives de croissance. Une croissance modérée d'environ 3 % est prévue pour 1996.

Le taux désaisonnalisé de l'emploi indique pendant les huit premiers mois de 1995 une perte de 36 000 emplois, attribuable à la piètre performance économique de l'Ontario au cours du premier semestre. Ces pertes d'emplois ont eu lieu dans le secteur de la construction, du commerce et de l'administration publique. Le taux de chômage en août s'établissait à 9 %, en légère hausse par rapport au début de l'année. Il est peu probable qu'il y ait

beaucoup d'embauche au sein du secteur privé pendant le reste de l'année, ce qui risque fort de faire grimper le taux de chômage.

Les bénéfices nominaux des sociétés après impôt ont baissé au cours de la première partie de l'année, à l'instar du revenu disponible réel des particuliers. Ces rajustements, toutefois, sont demeurés relativement modérés.

INDICATEURS

Les principaux indicateurs laissent entrevoir un certain redressement économique dans la province après la léthargie du premier semestre.

Les ventes d'automobiles au pays ont connu une reprise en août, en hausse de 5,9 % par rapport au



mois d'août précédent, même si, d'après les données cumulatives à ce jour, elles traînent de l'arrière de 8,4 %. Les indications préliminaires montrent que les ventes sont également à la hausse en septembre.

Les reventes de maisons dans la région métropolitaine de Toronto, favorisées par la baisse des taux d'intérêt, ont également augmenté en septembre et c'est le quatrième mois consécutif que les ventes ont dépassé celles de l'année précédente. En revanche, les prix moyens demeurent en deçà de ceux de l'an dernier. Les ventes au détail, après un recul en mars-avril, ont repris de la vigueur en mai-juin, donnant des ventes cumulatives supérieures de 6 % à celles de l'année précédente.

Ontario Hydro signale une forte demande d'énergie de mai à juillet, après un ralentissement au cours des quatre premiers mois de l'année. Une grande entreprise nationale de placement temporaire fait état d'une chute spectaculaire de la demande en avril, même si les besoins en travailleurs ont depuis augmenté légèrement.

Certains signes annoncent également une nouvelle vitalité dans l'industrie manufacturière de la province alors que les carnets de commandes sont plus pleins et qu'il y a augmentation des nouvelles commandes au début du troisième trimestre.

Les autres indicateurs ne montrent pas encore d'amélioration; témoignant de la poursuite de la restructuration de l'économie et de l'attitude prudente des intervenants.

Selon les données recueillies de janvier à juillet, les faillites des particuliers et des sociétés, sur une base mensuelle, demeurent régulièrement plus nombreuses qu'en 1994. L'indice des offres d'emploi pour l'Ontario a chuté à 103 en août (1991 = 100), soit une baisse de 5 % depuis avril.

Le taux d'inoccupation des locaux commerciaux demeure résolument élevé, soit 23 % à Toronto. Pour la seconde fois cette année, la Société canadienne d'hypothèques et de logements a révisé à la baisse le nombre de mises en chantier dans la province; celui-ci est d'à peine 37 000 logements.

On prévoit une certaine amélioration, toutefois, pour le début de 1996, bien que celle-ci ne soit pas encore corroborée par la valeur des nouveaux permis de construction résidentielle.

Alors qu'on a assisté pendant la première partie de l'année à une baisse du nombre de dossiers de

bien-être social et d'assurance-chômage, le ralentissement de l'économie a entraîné en juillet une hausse importante des nouvelles demandes d'assurance-chômage. La population des prestataires actifs s'établit actuellement à 394 301, en hausse par rapport à juin, où celle-ci se chiffrait à 377 232. A l'heure actuelle, le nombre total de dossiers d'assistance sociale continue de baisser, grâce en partie à des changements d'ordre administratif.

CLIMAT ÉCONOMIQUE

Les fabricants sont maintenant quelque peu moins pessimistes à l'égard des perspectives de production qu'ils ne l'étaient pendant le deuxième trimestre. Néanmoins, le ralentissement de l'économie, l'accumulation des stocks et la faible demande des consommateurs représentent de graves sujets de préoccupation qui ont fait chuter l'indice commercial du Conference Board du Canada à son plus bas niveau en quinze mois. Seulement 50,8 % des chefs d'entreprise interrogés estiment que la rentabilité de leur société s'améliorera, tandis que les perspectives d'une augmentation de l'emploi demeurent sombres.

Selon l'indice du Conference Board quant aux attitudes des consommateurs, l'Ontario est la seule province où la confiance des consommateurs est à la hausse. Les consommateurs de l'Ontario sont plus enclins que les autres Canadiens à acheter des articles de prix unitaire élevé, même s'ils demeurent préoccupés au sujet des perspectives d'emploi et du budget familial.

Le sondage d'Environics de juin-juillet montre que le grand public estime que l'économie s'affaiblit. Près de 40 % des répondants ontariens ont désigné le chômage comme le problème le plus important actuellement au Canada.

SECTEURS CLÉS

Industries primaires et secondaires

Les recettes des exploitations agricoles de l'Ontario se sont fixées à quelque 2,85 milliards de dollars pendant le premier semestre de 1995, soit sensiblement le même montant que l'année précédente. Selon des chiffres annualisés, le

deuxième trimestre témoigne d'un certain fléchissement des recettes pour la vente de tabac, de volaille et de porc, tandis que les ventes de produits de pépinière, de maïs, de bœuf et de produits laitiers ont progressé. Les prix augmentent pour les céréales, les graines oléagineuses et les œufs, mais diminuent pour le bœuf et la volaille. L'été chaud a provoqué une récolte précoce.

L'abrogation de la *Loi sur le transport du grain de l'Ouest* devrait avoir pour effet de limiter les expéditions de grains de provende vers l'Est, notamment de maïs, et ouvrir de nouvelles perspectives pour l'Ontario. Afin de tirer vraiment parti de la nouvelle orientation nord-sud dans le mouvement du grain, il faudra cependant aménager de grandes installations d'entreposage des céréales et améliorer l'exploitation des lignes de chemin de fer secondaires après la privatisation et la déréglementation du transport ferroviaire.

En dollars réels, la valeur des expéditions de l'industrie de la **transformation des aliments** de janvier à juillet est du même ordre que celle enregistrée pour la même période l'an dernier. Une proportion plus importante d'aliments transformés sont exportés, les expéditions en dollars réels ayant augmenté de 7 % par rapport à 1994. Les expéditions du secteur des **boissons** ont grimpé de plus de 3 % dans l'année en cours, grâce notamment à l'excellente performance de l'industrie des **boissons gazeuses**.

Les prix dans le secteur des **pâtes et papiers** ont augmenté de plus de 50 % par rapport à l'an dernier et les usines fonctionnent pratiquement à pleine capacité, ce qui est particulièrement encourageant pour le nord de l'Ontario. La rentabilité est revenue dans le secteur après quatre ans d'absence. Parmi les mesures prises récemment pour rendre l'industrie moins perméable aux tendances cycliques, on peut citer la mise au rancart des machines à papier inefficaces, des conventions collectives plus souples et l'ouverture de nouveaux marchés dans le Sud-Est asiatique. La prise de bénéfices et l'investissement en matériel écologique continuent d'avoir la priorité sur l'expansion.

Bien que les cours du **bois d'oeuvre** aient fléchi par rapport aux niveaux élevés de l'an dernier, le secteur demeure rentable. La baisse récente des taux d'intérêt aux États-Unis s'est traduite par une

augmentation de 6,1 % des ventes de nouvelles maisons en juin. Les analystes sont d'avis que la demande de matériaux de construction s'en trouvera relancée au sud de la frontière et redonnera un nouvel élan à l'industrie. Les menaces renouvelées d'actions en compensation de la part des États-Unis contre l'industrie canadienne du bois débité de résineux pourraient toutefois nuire aux ventes en 1996.

Les prix du carton pour **panneaux et des panneaux de particules orientés (PPO)** sont demeurés fermes, ce qui est de bon augure pour la nouvelle usine de PPO qui ouvrira ses portes à Wawa le mois prochain. La demande de **panneaux de particules et de panneaux de fibres à densité moyenne** est forte elle aussi, certaines usines ayant même épuisé leurs stocks par suite d'une excellente demande de l'industrie manufacturière secondaire.

Les cours des métaux demeurent vigoureux, alors que le prix de l'argent, du platine et du cuivre ne sont pas loin d'avoir atteint un sommet pour les douze derniers mois. Les cours de l'or, du nickel, du plomb et du zinc, bien qu'ils soient inférieurs aux sommets atteints, continuent d'offrir un bon rendement. Au sein du secteur, on s'inquiète de l'épuisement des réserves.

En novembre, la mine Geco de cuivre-zinc-argent de la société Noranda, à Manitouwadge, fermera ses portes faute de minerais. Les activités d'exploration dans le nord de l'Ontario se multiplient, mais le public n'a pas encore eu vent de la découverte de nouveaux gisements. La dernière mine d'uranium d'Elliot Lake doit également fermer en 1996, mais la cause en est la qualité médiocre du minerai.

Avec le déclin des réserves vierges, de nombreuses exploitations minières utilisent de plus en plus des débris métalliques dans leurs opérations de fusion et d'affinage. L'industrie veut que le Canada lutte contre les restrictions d'autres secteurs de compétence à l'exportation de matériaux de rebut afin d'être en mesure de conserver des sources précieuses d'approvisionnement.

La valeur de la production des **métaux primaires** en Ontario a connu une hausse de 19,5 % durant les sept premiers mois de 1995, par comparaison avec la même période l'an dernier. Dominé par l'industrie de l'acier, le secteur a bénéficié d'une solide demande à l'exportation. Les aciéries font

état d'une certaine modération des prix. Les préoccupations concernant le harcèlement commercial que continuent de pratiquer les États-Unis demeurent très vives. Dans tout le secteur, on a pris des mesures pour diminuer les stocks. La production, qui a baissé en juin, devrait reprendre sous peu.

La production de **dérivés raffinés du pétrole** a chuté de 11,8 % en Ontario pendant les sept premiers mois de l'année. Le secteur global des **produits chimiques**, toutefois, a largement compensé cette diminution grâce à des expéditions en hausse de 13,5 %. Cette excellente performance s'explique surtout par la performance de l'industrie des **produits chimiques industriels et des matières plastiques et des résines synthétiques**. Les exportations de ces produits de base sont considérables. Dans l'industrie des matières plastiques, la demande provenant des industries de l'emballage et de l'automobile a joué un rôle capital pour stimuler la croissance. Le prix des résines synthétiques semble maintenant s'être stabilisé ou avoir baissé légèrement, ce qui a un effet positif sur la rentabilité du fait que les résines représentent 50 % du coût des facteurs de production de l'industrie des plastiques.

Fabrication

La **construction automobile** au Canada devrait, selon les prévisions, atteindre un sommet de 2,6 millions de véhicules en 1995. L'Ontario, qui profite de la plus grande partie de cette production, assure le montage de 4 des 15 voitures et de 6 des 15 camions les plus vendus en Amérique du Nord. Autre bonne nouvelle, Toyota a l'intention d'accroître sa production, qui passera de 85 000 à 200 000 véhicules d'ici 1997, grâce à un investissement de 600 millions de dollars à son usine de Cambridge. Honda Canada envisage également une expansion à son usine d'Allison. D'autres perspectives de production devraient découler de la récente trêve entre les Japonais et les Américains au chapitre de l'automobile. En revanche, les ventes de voitures neuves n'ont pas été à la hauteur de la production, ce qui a entraîné une certaine accumulation des stocks et la fermeture temporaire de quelques usines. Au pays, les ventes jusqu'au mois d'août sont en baisse de 8,4 %. Celle-ci s'explique en partie par le niveau de confiance peu élevé chez les consommateurs, mais

les analystes de l'industrie s'arrêtent de plus en plus sur la question du prix pour expliquer la situation. En fait, le prix des voitures a augmenté en moyenne de 7,2 % cette année et grimperont encore de 5 à 8 % en 1996. La faiblesse du dollar canadien et les exigences du gouvernement en matière de matériel antipollution et de sécurité sont mises en cause. Sur le marché étranger, les ventes à l'exportation ont crû de 31 % pendant le premier semestre de l'année.

Les expéditions des fournisseurs de **pièces d'automobile** devraient atteindre 21 milliards de dollars cette année, ajoutant encore 11 % au record établi l'an dernier. Cette production a favorisé la création de 4 000 emplois et des investissements de 1,6 milliards. Le secteur est jugé très concurrentiel

par rapport aux États-Unis et les chiffres semblent montrer que les constructeurs nord-américains s'approvisionnent de plus en plus au Canada.

Les fournisseurs d'intrants, qui avaient cherché à imposer des prix plus élevés pour des produits de base comme l'aluminium, l'acier et les résines, ont maintenant mis la pédale douce sur les augmentations de prix en raison de l'accumulation de certains stocks d'automobiles et de la faiblesse du marché intérieur. Les usines d'assemblage de voitures toutefois, continuent d'exercer des pressions sur les fournisseurs de pièces pour que ceux-ci réduisent leurs prix alors qu'ils s'apprentent à diminuer le nombre de leurs fournisseurs. Les survivants sont ainsi obligés d'améliorer nettement leur productivité.

Dans d'autres domaines du transport, les Chemins de fer nationaux du Canada ont récemment annoncé la décision d'acheter 394 nouvelles **locomotives**, sur une période de 15 ans, auprès de la société GM de London, en Ontario. La valeur de chaque locomotive est de quelque 2 millions de dollars. Cette décision aidera à stabiliser l'emploi à l'usine GM. La mise à pied de 500 employés avait été prévue pour janvier, mais cela est probablement appelé à changer.

Largement stimulée par la demande à l'exportation dans le secteur de l'automobile, la fabrication d'**outils et de matrices** continue d'aller bon train. Les expéditions depuis le début de l'année ont augmenté de près de 25 % par rapport à l'an dernier. Un autre segment qui en a tiré profit est celui des **produits matricés et de métal enduit**.

Entraînée par ces secteurs, la **fabrication de produits métalliques** a généralement fait preuve d'une solide croissance et a créé des emplois.

Le bilan est également positif dans le cas de l'industrie des **matières plastiques**. Font toutefois exception les segments tributaires de la construction, comme celui des **tuyaux en plastique**. Grâce à une diminution récente du coût des intrants, les marges d'exploitation sont plus intéressantes, de sorte que la rentabilité pourrait bien s'améliorer. L'industrie, qui s'était dotée d'une stratégie sectorielle dans le cadre du Fonds de partenariat sectoriel de l'Ontario, aujourd'hui aboli, s'emploie actuellement à sauver l'initiative. Les chefs de file de l'industrie voudraient, à tout le moins, que soit financé le projet de centre de technologie des plastiques à Mississauga et continuent de demander la participation du gouvernement.

Les industries de **matériel électrique industriel et de fils et câbles de communications et d'énergie** ont bien réussi en 1995 et ont favorisé une solide reprise du secteur des **produits électriques**. En raison des compressions gouvernementales dans le domaine de la santé et de l'éducation, l'industrie prévoit par contre que la baisse des dépenses d'investissement dans les institutions aura un effet négatif sur les affaires en 1996 et au-delà.

Pour l'instant, le secteur qui pose le plus de problèmes est celui des **gros appareils ménagers**. Les ventes unitaires sur le marché intérieur ont régressé de 12 % au cours des sept premiers mois de 1995. L'industrie explique cette baisse par la faiblesse du marché du logement et par l'incertitude des consommateurs. De nombreux analystes sont d'avis que ce secteur, en déclin soutenu depuis 1989, ne survivra pas à long terme à moins qu'il ne devienne hautement spécialisé. L'incidence de l'Accord de libre-échange nord-américain est donnée comme explication de ce phénomène.

A l'instar de l'industrie des appareils électroménagers, d'autres secteurs axés principalement sur le consommateur connaissent une année difficile. La production ontarienne de **produits textiles** a été médiocre en 1995, en particulier pendant le deuxième trimestre. Le **vêtement** a réussi un peu mieux, surtout les **vêtements pour hommes**, qui représentent environ 42 % du secteur. Les vêtements pour hommes ont trouvé un bon créneau aux États-Unis et ont pu

compenser la baisse des ventes intérieures par des exportations. Malheureusement, comme les contingents d'exportation ont maintenant été atteints, on ne peut espérer une nouvelle croissance dans ce domaine. L'activité au chapitre des **vêtements pour dames** est légèrement à la hausse, tandis que les **vêtements pour enfants** connaissent un déclin général.

Après des années de restructuration, les nouvelles sont bonnes du côté du secteur du **meuble**. Alors que les ventes pendant le premier semestre de 1995 sont demeurées relativement stables, les fabricants de **meubles de maison** signalent une récente augmentation de 3 à 10 % sur le marché intérieur et un bond de 10 à 50 % sur le marché international. Cette tendance est à l'image du marché du logement nord-américain.

Tandis que les **meubles de bureau** étaient autrefois très tributaires de la construction non résidentielle, la nouvelle mode de vente au détail par les nouveaux hypermarchés a donné un coup de pouce inattendu à l'industrie. La tendance vers le travail indépendant et les bureaux à domicile renforce encore le mouvement. Comme pour les autres commerces axés sur le consommateur, l'industrie du meuble de bureau aimerait que soit simplifié le régime de la taxe de vente. Elle aimerait aussi être informée régulièrement au sujet des projets américains auxquels ses membres pourraient soumissionner.

Industries de pointe

Parmi les industries de pointe, le secteur des **machines de bureau, de magasin et d'entreprise** a enregistré une croissance de 28 % au cours du second trimestre. Bien que cette croissance soit robuste, elle demeure nettement en deçà de celle du premier trimestre, qui s'était fixée à 60 %. L'avènement de l'autoroute de l'information, la popularité de l'Internet et la baisse du coût des ordinateurs, conjuguée à une utilisation accrue et au perfectionnement des applications de gestion, ont provoqué un besoin soutenu de matériel plus performant et divers.

L'industrie du **logiciel**, pour des raisons analogues, a fait preuve de dynamisme. Grâce à la convergence du téléphone et de l'ordinateur, le secteur multimédia suscite également beaucoup d'intérêt. Malgré la présence de plusieurs grandes sociétés, nombre de petites entreprises poursuivent

leur croissance dans les divers segments de l'industrie. Les marchés d'exportation sont cruciaux pour ces entreprises et il leur est nécessaire d'éveiller l'intérêt des investisseurs. Les entreprises trouvent utile le crédit d'impôt pour la recherche scientifique et le développement expérimental et voudraient bien qu'il soit maintenu.

Les expéditions d'équipements de télécommunications progressent à un rythme plus rapide durant le deuxième trimestre (22 %) que pendant le premier (2 %). Les affaires revêtent de plus en plus un caractère planétaire et sont moins touchées par la situation économique intérieure. Il se fait au sein de Nortel, un chef de file de l'industrie, une profonde réorganisation. La société a annoncé son intention de fermer son centre de commutation de Brampton, ce qui fera perdre 580 emplois. Elle entend transférer cette fonction à ses installations de Brockville, où 400 emplois seront créés.

La production est demeurée stationnaire au cours du second trimestre dans l'industrie des produits pharmaceutiques et des médicaments. Les entreprises blâment la hausse des taux d'intérêt du printemps et l'attente d'importantes compressions dans les dépenses publiques au chapitre des services de santé. Pour les sociétés exportatrices, la situation semble meilleure. Nombre d'entreprises de ce secteur, tout comme celles de l'industrie des produits électroniques, se plaignent que les banques ne sont pas disposées à partager le risque des affaires, ce qui fait du financement un problème chronique. Les petites entreprises s'inquiètent des propositions de recouvrement des coûts des essais de produit et des notifications mises de l'avant par Santé Canada.

Les affaires dans l'industrie des technologies de fabrication de pointe, qui sont à l'image des investissements en nouveaux appareils et équipements, demeureront vigoureuses jusqu'à la fin de l'année. Les exigences réglementaires, comme celles imposées à l'industrie des pâtes et papiers, sont venues en aide à quelques sociétés. Un sondage mené récemment par l'Association des manufacturiers canadiens donne toutefois à penser que l'investissement des entreprises devrait régresser au cours des deux prochaines années. Alors que 38 % des répondants investissent cette année, seulement 30 % prévoient le faire en 1996.

L'industrie de l'environnement fait état d'un fléchissement de la demande de produits et services, attribuable principalement à la réduction des dépenses publiques tant au Canada qu'aux États-Unis. Il s'ensuit une concurrence plus vive exercée par les sociétés étrangères et une tendance vers les fusions et les acquisitions au sein de l'industrie. On recherche de nouveaux débouchés dans le Sud-Est asiatique, alors qu'une mission commerciale de l'industrie se trouve actuellement dans cette région. Les sociétés interrogées signalent peu d'investissements, mais on constate un recrutement limité de personnel technique et de vente chez les entreprises qui se livrent à des exportations.

L'industrie de l'aéronautique a connu une certaine reprise cette année, même si sa production a légèrement baissé pendant le second trimestre par comparaison avec le premier. Quelque 70 % de la production est destinée à l'exportation. La plupart des bonnes nouvelles proviennent de la société Bombardier, qui s'est positionnée dans les segments les plus vigoureux de l'industrie, soit le marché des avions commerciaux régionaux et celui des avions d'affaires à réaction. Son usine de Toronto construira le nouvel avion à turbopropulseurs Dash 8-400, ce qui créera plus de 1 000 emplois d'ici 1997. La même usine construira également les ailes du nouvel avion d'affaires à réaction Learjet 45, qui vient de passer à l'étape de la production. L'activité continue d'être faible dans d'autres segments de l'industrie, au service des grands transporteurs commerciaux et des marchés de défense.

Le secteur de l'aérospatiale est actuellement relativement stable, mais représente toujours un marché stratégique pour un certain nombre de sociétés ontariennes. Par le passé, les secteurs de l'aéronautique et de l'aérospatiale ont été une source importante de recherche-développement (R-D). Depuis la décision de mettre fin au Programme de productivité de l'industrie du matériel de défense, certains intervenants de l'industrie sont d'avis que ces activités diminueront.

Bien qu'elle ait été durement frappée par la réduction des dépenses publiques, l'industrie de défense est moins vulnérable en raison de son orientation axée sur la surveillance et le maintien de la paix. La commande récente de 240 véhicules

blindés passée par le gouvernement fédéral, qui pourrait être suivie d'une autre commande de 441 de ces véhicules, est un contrat d'envergure pour l'usine GM à London et assurera de l'emploi jusqu'à une date avancée du siècle à venir.

Services

Les centres commerciaux signalent des volumes de ventes au détail en hausse de 7 % en Ontario, par rapport à l'année précédente, dominées par les ventes de vêtements pour dames et pour enfants, par les articles de sport ainsi que par les bijoux et les cadeaux. Les marchés de la chaussure, de l'ameublement de maison et des appareils électroménagers sont demeurés déprimés.

Bien que les ventes du deuxième trimestre aient été moins élevées que celles du premier, les stocks accumulés commencent à s'écouler et les détaillants peuvent espérer une bonne fin d'année. On ne s'attend pas, toutefois, à une forte augmentation des dépenses des consommateurs, alors que la dette des particuliers demeure considérable et l'épargne, à un niveau très bas.

Le nombre de faillites dans le commerce de détail est toujours élevé, mais a baissé quelque peu par rapport à l'an dernier; les centres commerciaux déclarent que leurs locaux se louent actuellement plus rapidement qu'ils ne se vident. La restructuration du secteur est encore évidente alors que de nombreuses chaînes locales, comme Zellers et Canadian Tire, exécutent d'ambitieux programmes de construction pour agrandir leurs magasins et mieux concurrencer les nouveaux magasins américains à très grande surface de vente. Ces programmes ont donné lieu à d'importantes activités d'investissement et de recrutement dans ce segment. A l'autre extrémité de l'échelle, les petites chaînes et les indépendants sont de plus en plus souvent éjectés du marché de la vente au détail. Au total, par conséquent, l'emploi dans le secteur demeure stationnaire.

Le taux d'occupation des hôtels est actuellement de 70 % à Toronto, soit le meilleur taux depuis 1988. La hausse des taux d'occupation est observée dans toutes les régions touristiques de l'Ontario, à l'exception d'Ottawa. Les hôtels et les stations de villégiature font état également d'une augmentation de 5 à 6 % du prix des chambres, ce qui est bien apprécié après plusieurs mauvaises années. La faiblesse du dollar canadien et un marketing plus

dynamique expliquent la hausse du tourisme étranger en Ontario et les voyages des Ontariens dans leur province.

Au cours des sept premiers mois, on dénombre 3,9 millions de visiteurs américains et un million de touristes d'outre-mer, chiffres qui, pour la première fois dans l'histoire récente, ne sont pas loin d'égaliser le nombre d'Ontariens voyageant à l'étranger. L'Association du tourisme et des congrès du Toronto métropolitain signale une excellente année en 1995. Pour l'an prochain, on prévoit un nombre encore plus élevé de personnes qui seront accueillies dans les installations de congrès locales, dont 15 000 psychologues américains et 10 000 délégués de la Risk and Insurance Management Society.

De nombreux aspects des services aux entreprises ont été touchés par la réduction des dépenses publiques et par le ralentissement dans le secteur de la construction. Les ingénieurs-conseils, les architectes et les entrepreneurs de la province ont dû se résigner devant le fait que même des projets « fermes », comme le métro d'Eglinton, les programmes de logements à but non lucratif et les initiatives d'infrastructure ont été reportés ou annulés au cours des derniers mois. Les problèmes des entrepreneurs ont été exacerbés par une grève à l'échelle de la province des poseurs et jointoyeurs de panneaux muraux. Pour les entreprises qui se sont tournées vers l'étranger, les perspectives ont été meilleures. Bien que ces groupes attendent avec impatience la baisse des taux d'intérêt, la question de l'accès au crédit demeure pour eux un sujet de préoccupation.

Les experts-conseils en gestion signalent une amélioration des perspectives, du fait notamment que de nombreuses entreprises ont décidé de sous-traiter des services plutôt que de les assurer à l'interne. La baisse du dollar canadien favorise l'obtention de marchés à l'étranger.

Le secteur du dessin industriel, notamment dans le segment de l'emballage, offre de nouvelles possibilités d'exportation. L'Asie est un excellent marché en expansion.

Les avocats, qui travaillent de près avec les services d'aide juridique, se heurteront à des normes plus strictes qui limiteront le nombre de dossiers alors que la province s'emploie à plier le régime aux exigences de sa bourse.

Les agences de placement, qui ont subi une baisse importante du volume d'affaires en avril, ont constaté une légère reprise récemment. A l'heure actuelle, les employeurs sont rares à transformer des emplois à temps partiel en emplois à plein temps.

Alors que le volume des échanges augmente, les courtiers en douane connaissent une période de croissance. Leur activité, toutefois, est de plus en plus exercée à l'échelle planétaire, comme en témoigne la vente récente de Robinson & Heath à des intérêts américains.

OBSERVATIONS

Les salaires en Ontario ont progressé graduellement. Au cours du deuxième trimestre, ils ont grimpé en moyenne de 1,3 %, en hausse par rapport à 1 % pour le premier trimestre et à 0,4 % pour la période comparable de l'année précédente. Les règlements salariaux dans le secteur privé continuent de présenter des augmentations de l'ordre de 2 %, tandis que ceux du secteur public demeurent en deçà de 0,5 %. Les salaires de l'industrie manufacturière, dont les augmentations sont les plus fortes du secteur privé, ont été influencés par les récents règlements de 3,7 % de l'industrie de fabrication de produits métalliques et de l'industrie du bois.

D'autres négociations collectives en 1995 auront lieu chez McDonnell Douglas, Bell Canada et Lignes aériennes Canadien International. En septembre 1996, les conventions de l'industrie de l'automobile prendront fin. La convention de trois ans conclue récemment avec Cami d'Ingersoll, qui prévoit des augmentations salariales de 2,9 à 3,1 %, pourrait créer un précédent. Le 31 mars 1996, le contrat social de l'Ontario, qui touche 180 000 travailleurs du secteur public, arrive lui aussi à expiration.

La plupart des sociétés d'exportation expliquent leur réussite à l'étranger par la faiblesse actuelle du dollar canadien. Les cadres avancent en général que leurs entreprises sont très concurrentielles lorsque le taux de change du dollar canadien par rapport au dollar américain s'établit à 0,80 \$ US ou moins. A un taux de change de 0,82 \$ à 0,84 \$ US, nombre d'entre eux estiment qu'ils perdraient leur avantage concurrentiel.

Dans son récent discours du Trône, le nouveau gouvernement provincial a fait part de son intention de s'en tenir strictement au programme défini pour la Révolution du bon sens. Il entend réduire les taux d'imposition provinciaux, alléger les coûts et la réglementation au profit des entreprises, rétablir « l'équilibre » entre les employeurs et les travailleurs, réorienter le gouvernement vers les activités fondamentales et réduire le déficit.

En dehors des réductions déjà annoncées le 21 juillet et des lois qu'il a l'intention d'abroger, le gouvernement n'a pas donné beaucoup de détails sur les moyens qu'il mettra en œuvre pour atteindre ces objectifs. On s'attend à plus de précisions à la mi-novembre, au moment où le gouvernement fera son exposé économique. A l'heure actuelle, de nombreux programmes provinciaux destinés aux entreprises demeurent bloqués. Néanmoins, les entreprises continuent d'appuyer dans l'ensemble le nouveau gouvernement et son programme.



NOUVELLE-ÉCOSSE
RAPPORT PROVINCIAL DE RENSEIGNEMENTS INDUSTRIELS
SEPTEMBRE 1995
NUMÉRO DE L'ÉTÉ

VUE D'ENSEMBLE

La stagnation de la croissance réelle en Nouvelle-Écosse a été attribuée aux contraintes qui continuent de marquer le secteur public et à la faible activité dans le domaine de l'emploi. La croissance de l'emploi continuera d'être limitée, pour atteindre seulement 0,7 % cette année et l'an prochain, par comparaison avec 3,1 % en 1994.

L'anémie de l'emploi et la baisse de confiance des consommateurs se répercuteront sur la croissance du commerce de détail, alors que les particuliers hésiteront à dénouer le cordon de la bourse.

Pour la Nouvelle-Écosse, le Conference Board du Canada prévoit une croissance globale du PIB de 1 % cette année et de 1,1 % en 1996.

Le tourisme continuera d'être l'un des secteurs les plus dynamiques de la province sur le plan de la croissance.

INDICATEURS

Un nombre accru de touristes sont venus en Nouvelle-Écosse pour de grands événements comme le sommet économique du G7, le Nova Scotia International Tattoo et le 250^e anniversaire de la forteresse de Louisbourg. La faiblesse du dollar et l'ouverture de deux casinos ont ajouté à l'attrait. Les recettes du tourisme devraient dépasser le milliard de dollars en 1995.

En août 1995, le taux de chômage désaisonnalisé (tendance) a baissé de 0,9 %, se fixant à 12,1 %, ce qui correspond à la baisse mensuelle la plus importante au Canada. Ce déclin soutenu (13,8 % en juillet 1994) s'explique en partie par une chute du taux d'activité de la population active, qui s'établissait à 59,7 % en août 1995, en baisse de 1 % par rapport aux 60,7 % du mois d'août 1994.



Si les taux d'emploi sont encourageants, au total, la diminution des emplois à plein temps (en baisse de 3 000) au profit des emplois à temps partiel (en hausse de 6 000) est décevante. Après une remontée appréciable dans la période de juillet 1994 à avril 1995, les emplois à plein temps en Nouvelle-Écosse représentaient 82,4 % de l'emploi total en juillet

1995, par comparaison avec 84,2 % l'année précédente.

Parmi d'autres tendances dignes de mention, signalons le rétrécissement des perspectives d'emploi pour les jeunes (de 15 à 24 ans) et une baisse du nombre de personnes de 45 à 64 ans participant à la population active. Cette baisse peut s'expliquer par une augmentation des départs en retraite volontaires ou non volontaires.

Le rapport de la Société canadienne d'hypothèques et de logement sur le marché locatif impute à la faiblesse du marché du logement une part importante de la stagnation du marché locatif dans la région de Halifax.

Même si les taux d'intérêt et les taux hypothécaires sont intéressants, et que les maisons unifamiliales se vendent beaucoup moins cher, les Néo-Écossais demeurent méfiants alors que les rumeurs de nouvelles compressions budgétaires et de restructuration industrielle vont bon train.

Pour le commerce de détail, les petits centres commerciaux plus âgés sont aux prises avec des taux d'inoccupation à deux chiffres, car on prévoit que la dette à la consommation continuera de nuire à la croissance de la vente au détail. Selon les prévisions, la vente au détail devrait reculer de 0,9 % pendant le premier trimestre, mais enregistrer une croissance de 1,4 % pour 1995 dans son ensemble.

Les expéditions du secteur manufacturier ont augmenté de 10,2 % pendant les six premiers mois de 1995, par rapport à la même période l'an dernier. L'accroissement du nombre des emplois a été considérable dans ce secteur, soit 1 000 nouveaux emplois en août et 5 000 de plus qu'en août 1994, pour un total de quelque 50 000 emplois dans les divers segments de l'industrie. On pense que les principales sources de cette expansion — chantiers navals, usines d'automotrices et industrie automobile — stimuleront l'économie de la Nouvelle-Écosse.

Le nombre d'entreprises en activité en Nouvelle-Écosse s'est accru de 3,3 % par rapport à 1989. Toutefois, l'emploi au sein de ces entreprises a régressé de 5,7 % pendant cette même période de quatre ans.

Le trafic marchandises du port de Halifax a augmenté de près du tiers (31 %) pendant le premier semestre de 1995, par comparaison avec la même période l'année précédente. Quelque 15 % de cette hausse est imputable au détournement du trafic vers Halifax au cours de la grève des débardeurs qui a eu lieu à Montréal au printemps. L'ajout de nouvelles routes vers le port et la présence de nouveaux navires expliquent le reste de l'augmentation.

L'achèvement du tunnel de Sarnia a pour effet de permettre aux compagnies maritimes qui se rendent à Halifax de compter sur la livraison des conteneurs gorbés trois matins plus tard dans le Midwest. Le porte-parole du port espère accroître ce genre de trafic de 50 % grâce à cette compétitivité accrue.

La déréglementation a encouragé de nouveaux transporteurs, dont American Airlines et Northwest Airlines, à se rendre à l'aéroport international de Halifax. L'intensification du trafic devrait avoir une incidence favorable sur l'emploi dans le secteur des transports de même que dans celui du tourisme.

Après un réoutillage qui a coûté 8 millions de dollars, la première berline Volvo 850 à traction avant est récemment sortie de la ligne de montage de Halifax. Ce modèle facile à assembler devrait raccourcir les délais de livraison. Les acheteurs de voitures Volvo peuvent désormais opter pour les caractéristiques de leur choix à partir d'un menu d'options et peuvent prendre possession de leur nouveau modèle 850 dans un délai de trois semaines.

Les médecins sont de plus en plus nombreux à se laisser séduire par la promesse d'une meilleure rémunération, d'une plus grande satisfaction de la clientèle et d'un emploi globalement plus stimulant aux États-Unis. La pénurie de médecins frôle la crise dans les régions rurales de la Nouvelle-Écosse, où près de 4 000 résidents se sont retrouvés sans médecin.

Les exportations à l'étranger se sont chiffrées à 644 millions de dollars pendant le premier trimestre de 1995, ce qui représente une augmentation de 18 % par rapport à la même période en 1994. Dans le cas de la pâte de bois, un des quatre principaux produits d'exportation, la hausse a été de 106 %. Les exportations vers les États-Unis se sont accrues de 12,3 %, poursuivant un mouvement amorcé il y a quatre ans. Les exportations vers les autres pays ont également gagné du terrain, avec une hausse de 95 % vers l'Asie et de 56 % vers l'Amérique du Sud et les Antilles. Les exportations vers le Japon ont décliné de 49 % en regard du premier trimestre de 1994.

La réaction des pêcheurs néo-écossais devant la décision d'Ottawa d'économiser 30 millions de dollars dans le budget de la Stratégie du poisson de fond de l'Atlantique a été mixte. Les pêcheurs doivent maintenant déclarer leurs revenus à chaque semaine de prise de poissons, par opposition à la semaine de vente du poisson. Certains estiment qu'il s'agit d'un moyen de mettre fin aux abus actuels tandis que d'autres y voient un signe précurseur de nouvelles réductions fédérales.

ITT Sheraton a ouvert son deuxième casino à Sydney, au Cap-Breton. Après trois mois d'activité,

le Casino de Halifax semble bien se porter. Toutefois, la société espère faire preuve de plus de compétitivité maintenant qu'elle a obtenu une décision autorisant la consommation d'alcool pendant le jeu.

Les résidents des régions de Cumberland et de Colchester de la Nouvelle-Écosse ont appris avec satisfaction que le fonds controversé de 26 millions de dollars allait leur être rendu pour la construction d'une voie de contournement d'un secteur dangereux de l'autoroute dans la vallée de Wentworth. On prévoit maintenant qu'il y aura des postes de péage sur le nouveau tronçon de 45 kilomètres, mais non sur la route existante près d'Oxford.

CLIMAT ÉCONOMIQUE

Dans un récent sondage de la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante, les entreprises ont désigné les taxes de vente comme le principal problème, suivies du ralentissement économique et du peu d'enthousiasme des consommateurs à dépenser. Les répondants sont en faveur d'un système harmonisé des régimes de taxe fédérale et provinciale, tant pour réduire les coûts d'application que pour atténuer la confusion des consommateurs.

De récentes prévisions du ministre des Finances de la Nouvelle-Écosse montrent que la province finira l'année avec un léger excédent dans son budget de fonctionnement.

Peter O'Brien de la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante n'était pas aussi optimiste lorsqu'il déclarait : « Nous avons besoin de quelque chose pour stimuler l'économie de la Nouvelle-Écosse. » Une partie du problème vient du fait que la province compte traditionnellement sur la région métropolitaine de Halifax pour faire bouger l'économie.

De bonnes nouvelles nous proviennent du Cap-Breton. Eileen Oldford, directrice générale de la Société de développement du Cap-Breton, rapporte des faits qui montrent qu'on est en train de délaisser la dépendance historique au profit d'un partenariat. Au moins 25 000 emplois sont issus des grands projets d'infrastructure lancés dans le cadre du plan stratégique d'action économique du comté du Cap-Breton. Le chômage était de 20,4 % en juillet 1995, soit une baisse de 5,3 % par rapport à juillet 1994, où il se chiffrait à 25,7 %.

Les partenaires du plan englobent tous les ordres de gouvernement, le secteur privé, la collectivité dans son ensemble et des représentants des milieux de l'enseignement et des syndicats.

SECTEURS CLÉS

Fabrication

De nouvelles perspectives d'emploi se sont ouvertes par suite d'une expansion d'envergure à la société de technologie aéronautique Pratt & Whitney dans la banlieue de Halifax. Pour remplir les 30 nouveaux postes, la société examine actuellement la possibilité de faire venir des travailleurs étrangers en raison d'une pénurie locale d'employés qualifiés, si l'on en croit le directeur des services d'usine, Ivano Andriani.

Technologie

L'activité sur le réseau Internet a progressé à un rythme phénoménal jusqu'à présent cette année. Le volume du trafic d'information hebdomadaire en provenance de la Nouvelle-Écosse a augmenté de 238 % depuis janvier 1995, tandis que celui à destination de la province s'accroissait de 95 % au cours de la même période.

L'industrie de la formation en informatique continue de croître, même en formation de base. Les collèges communautaires commencent à répondre aux exigences de l'industrie du logiciel. On constate des améliorations dans de nouveaux secteurs en croissance comme le multimédia. Le marché a besoin de programmeurs spécialisés dans des techniques comme la réalité virtuelle, qui est maintenant intégrée à des domaines comme la médecine, le génie, l'éducation et les communications.

Dans l'ensemble, les entreprises du secteur de l'information signalent que les regroupements stratégiques sont essentiels à la compétitivité, tant sur le marché intérieur qu'extérieur. Deux exemples méritent d'être signalés : fusion de la société NSTN Inc. de Dartmouth et d'Internet Inc. d'Ottawa pour créer la plus grande entreprise d'exploitation du trafic d'Internet; et prise de participation de Quorum Growth de Toronto dans la société Dynatek Automation Systems de Bedford, en Nouvelle-Écosse.

On est à élaborer des plans pour promouvoir SOFTWORLD 1996, qui aura lieu à Halifax. Un

sondage auprès des sociétés de services informatiques montre que si certaines entreprises continuent d'investir dans la recherche-développement (R-D), d'autres concentrent leurs efforts sur de grandes campagnes de marketing.

Industries primaires

Foresterie

On s'intéresse de plus en plus au produits du bois de feuillus à valeur ajoutée, comme en témoigne le démarrage récent d'une petite usine de panneaux de contreplaqué en bois de feuillus à Tatamagouche et d'une usine de billettes à parquet à Sampson Cove, au Cap-Breton.

L'industrie des pâtes et papiers, tout comme l'économie de la province dans son ensemble, a profité au cours de la dernière année d'une augmentation de 60 % dans la fabrication de pâtes et de 55 % dans la production de papier journal.

Le marché américain continue d'être favorable à l'industrie du bois de sciage du fait que les prix s'y maintiennent à un niveau très acceptable.

Dans le secteur des matériaux de construction, une vingtaine d'entreprises de l'Atlantique ont concentré leurs efforts pour percer sur le marché japonais.

Aquiculture

L'aquiculture, dont les recettes étaient de 2,4 millions de dollars en 1988, a pris de l'expansion pour devenir une industrie de 5,6 millions en 1994. Grâce à une plus grande collaboration et à des efforts de diversification, l'industrie et le gouvernement ont réussi à développer ce secteur en Nouvelle-Écosse. Notons, en particulier, les progrès réalisés à l'égard des zones d'engraissement du saumon steelhead. On compte 12 lieux producteurs à l'heure actuelle. Des études en cours visent à déterminer l'effet d'une charge accrue d'éléments nutritifs sur les écosystèmes locaux.

Alors que l'aquiculture des poissons de mer continue de prospérer, des espèces comme le flétan, l'aiglefin, la plie rouge et le bar d'Amérique font l'objet de travaux commerciaux de R-D.

Trois nouvelles écloséries produiront désormais suffisamment de naissains pour les besoins des ostréiculteurs. Les huîtres de la Nouvelle-Écosse sont bien positionnées sur le marché mondial, tandis que des maladies affectent les populations d'huîtres européennes.



NOUVEAU-BRUNSWICK
RAPPORT PROVINCIAL DE RENSEIGNEMENTS INDUSTRIELS
SEPTEMBRE 1995
NUMÉRO DE L'ÉTÉ

VUE D'ENSEMBLE

L'économie du Nouveau-Brunswick a continué de prendre de l'expansion pendant les cinq premiers mois de 1995. Informetrica prévoit une augmentation de l'activité économique de plus de 2,7 % pour l'ensemble de l'année. Ce gain sera dans une large mesure attribuable aux industries primaires axées sur l'exportation et aux activités de services aux entreprises.

Le taux de croissance est de 0,3 % supérieur à celui qu'on avait d'abord envisagé pour 1995 et d'un point de pourcentage plus élevé que le taux de croissance obtenu dans les trois premiers mois de l'année.

Le rendement de l'exploitation minière, des pâtes et papiers et des produits électriques devraient être supérieur à la moyenne. Informetrica prédit que, pendant le reste de l'année, la réduction des dépenses, tant au sein du secteur public qu'à Énergie Nouveau-Brunswick, freinera la croissance économique globale de la province.

Le tourisme a connu, comme on l'avait prédit, un véritable essor. Ce fut encore une année record, surtout attribuable à une augmentation du nombre de voyageurs provenant du centre du Canada et des États-Unis. En bref, la faiblesse du dollar canadien, qui s'est maintenu à une valeur d'environ 0,73 \$ par rapport au dollar américain, a incité les Canadiens à demeurer dans leur pays et a attiré un nombre considérable de visiteurs américains.

Les dépenses d'équipement augmenteront de 12 % cette année, ce qui est le triple de la moyenne

nationale. Selon Statistique Canada, en juin, les ventes au détail et en gros ont progressé de 1,1 % et de 2 % respectivement, comparativement à 0,6 % et à 0,1 % pour l'ensemble du Canada.

INDICATEURS

Sherry Copper, premier vice-président et économiste principal de Nesbitt Burns, a déclaré

que l'économie du Nouveau-Brunswick comptait parmi les dernières au Canada à « marcher encore avec tous ses cylindres ». La province a donc maintenu son élan malgré le ralentissement éprouvé dans le reste du Canada. Informetrica continue de soutenir toutefois que le taux de croissance national, atteindra 4 % d'ici la fin de l'année.



Les principaux moteurs de l'économie de la province ont été les exportations et le commerce de détail. Dominées par les produits forestiers, les exportations de la province de janvier à juin 1995 ont été de 25,2 % plus élevées que celles de la même période en 1994. Le commerce de détail n'a grimpé cette année que de 0,5 % au cours de la période de janvier à juillet par rapport à l'an dernier. Bien que les ventes désaisonnalisées n'aient cessé d'augmenter depuis mars, les chiffres de juillet 1995 ont baissé de quelque 3 % par comparaison avec le mois précédent.

La Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) a déclaré que la demande de maisons neuves avait été plus faible que prévue au départ. Les prévisions du troisième trimestre sont

corrigées à la baisse et s'établissent maintenant à 2 200 mises en chantier. Globalement, la situation du logement dans la province se conforme à la tendance nationale, qui est à son niveau le plus bas en dix ans. Le nombre de mises en chantier dans la province a chuté de 38,4 % au cours des sept premiers mois de 1995, par rapport à la même période en 1994, tandis que les maisons en construction sont de 23 % moins nombreuses. Le nombre de reventes de maisons à Moncton a augmenté de 8 % en regard de l'an dernier, contrairement aux 5 % prévus par la SCHL. Le prix des maisons a baissé quelque peu, mais le marché de revente demeure vigoureux alors que la demande est égale à l'offre. La construction de maisons neuves a considérablement ralenti à Moncton depuis un an. Remarquons toutefois que le nombre de mises en chantier en 1994 était élevé en raison du grand nombre d'appartements à prix modique qui étaient alors en construction.

A Frédéricton, les consommateurs retardent l'achat d'une maison neuve, attendant que la province précise ses plans de restructuration de la fonction publique. Le nombre de mises en chantier dans cette ville a baissé de 35 %.

A Saint-Jean, on a assisté à un déclin spectaculaire de 57 % du nombre de mises en chantier cette année, par rapport aux six premiers mois de 1994, ainsi qu'à une baisse de 10 % sur le marché de la revente de maisons. Ces tendances à la baisse s'expliquent par la mise à pied possible de 3 500 travailleurs au chantier naval de Saint-Jean et aux conflits de travail dans cette ville. Le marché du logement devrait revenir à la « normale » une fois que les conflits de travail auront été réglés et que de nouveaux contrats de construction de navires auront été signés.

Dans le nord du Nouveau-Brunswick, la construction résidentielle a connu une augmentation de 32 % par rapport à l'an dernier. Cette région bénéficie de la confiance des consommateurs, attribuable à la prospérité de l'industrie des pâtes et papiers. Fait encourageant pour l'ensemble de la province, la construction non résidentielle a grimpé de 18 % pendant les six premiers mois de 1995.

Selon Développement des ressources humaines Canada, en chiffres réels, 6 000 emplois ont été créés dans la province en juin 1995, soit une hausse de 1,8 % par rapport à juin 1994. Le taux de chômage désaisonnalisé est légèrement à la baisse, ayant passé de 12,6 % en juin 1995 à 11,0 % en

juillet. Le taux de participation a baissé légèrement de 59,7 % à 59,2%. Statistique Canada signale que le nombre de prestataires d'assurance-chômage a diminué de 10,5 % en mars 1995 et de 10,7 % en avril, par comparaison aux mêmes mois l'an dernier. Le nombre de prestataires a chuté à 41 620 personnes en juin 1995, soit une autre baisse de 20,7 % par rapport à mai 1995. Les prestations d'assurance-chômage dans la période de janvier à juin 1995 ont diminué de 9,4 % en regard de la même période de l'année précédente.

Les expéditions de l'industrie manufacturière ont grimpé de 19,4 % au cours des sept premiers mois de l'année par rapport à la même période de l'année précédente, ce qui représente quatre points de pourcentage de plus par rapport à l'augmentation nationale pour la même période. Les exportations de janvier à juin ont enregistré des gains de 25,2 % lorsqu'on les compare à celles de la même période de l'an dernier. Ces résultats sont en grande partie attribuables au secteur des ressources, notamment les pâtes et papiers, les mines et la fabrication.

Les faillites d'entreprise pendant les sept premiers mois de l'année ont été de 3,4 % plus nombreuses que durant la même période l'an dernier. Toutefois, au mois de juillet, on a assisté à une diminution de 10,5 % de ces faillites par rapport à juillet 1994. Le nombre de nouvelles sociétés à se constituer sous le régime de la *Loi constitutive* de la province a augmenté de 3,3 % sur une période de douze mois se terminant en mars 1995.

CLIMAT ÉCONOMIQUE

On continue de s'inquiéter des taux d'intérêt élevés et de la sécurité d'emploi dans la province. Marilyne Trenholme, ministre d'État à la Famille pour la province, a déposé son rapport intitulé *Bâtir pour l'avenir : Un projet de politique-cadre pour la politique familiale au Nouveau-Brunswick*. Selon ce rapport, la plupart des répondants du Nouveau-Brunswick sont d'avis que l'emploi est la grande priorité des familles.

Les statistiques du Nouveau-Brunswick sur les revenus sont révélatrices. Selon les derniers chiffres disponibles auprès de Statistique Canada, en 1993, le revenu familial moyen après impôt, au Nouveau-Brunswick, était de 38 911 \$, soit le plus élevé dans le Canada atlantique et seulement de 4 000 \$ inférieur à la moyenne nationale. Toutefois, par habitant, le Nouveau-Brunswick se

classe à l'avant-dernier rang du Canada pour le niveau de salaire.

L'économiste Rod Hill, de l'université du Nouveau-Brunswick, explique ce haut niveau du revenu familial par des taux de participation élevés des deux parents, voire des enfants, au marché du travail. Il ajoute qu'au cours des huit dernières années, le revenu des familles et des particuliers au Nouveau-Brunswick a crû plus rapidement que celui de la moyenne nationale. Il affirme que, malgré ces gains, le revenu des particuliers ne se s'est guère amélioré au cours des quinze dernières années. Le fléchissement du marché du logement et de celui de l'automobile confirme les observations de M. Hill. Les ventes de véhicules automobiles ont régressé de 9 % pendant les six premiers mois de 1995. Face aux engagements financiers à long terme, les consommateurs se montrent très prudents. Toutefois, les chiffres sur la vente au détail révèlent qu'ils ont fait quelques dépenses.

En revanche, certains secteurs d'activité sont optimistes, notamment celui des ressources où les sociétés prévoient que les investissements atteindront des sommets en raison de la montée en flèche des exportations. Pour leur part, de nombreux propriétaires de petites entreprises se disent préoccupés par l'augmentation possible des taux d'intérêt.

Enfin, tandis que les dépenses d'investissement demeurent élevées, l'industrie de la construction du Nouveau-Brunswick est aux prises avec une surcapacité. Certains analystes estiment que l'industrie risque la « débâcle » si la construction résidentielle ne se remet pas en marche.

SECTEURS CLÉS

Fabrication

Le secteur manufacturier maintient son élan, dominé par la vitalité des industries primaires de la province. La valeur totale de la production, pour l'ensemble du secteur, a grimpé de 18,1 % en mai 1995 par rapport à mai 1994. D'après l'Association des manufacturiers canadiens, les fabricants du Nouveau-Brunswick doivent continuer à juguler les coûts pour conserver leur compétitivité internationale. Si le dollar s'apprécie, au point de dépasser 0,75 \$ US, de nombreuses sociétés pourraient perdre des marchés.

La situation est favorable du côté des charges sociales. Une récente étude menée par Statistique Canada révèle que, en moyenne, le Canada se classe au deuxième rang des pays industrialisés, et certainement avant les États-Unis, pour ce qui est des charges sociales les moins élevées. Il semble donc que les préoccupations au sujet des charges sociales soient exagérées.

Services

Pour les entreprises du secteur du tourisme, l'été a été une saison fort prospère. Les recettes de la province pourraient dépasser les 725 millions de dollars et représenter une croissance de près de 18 % par rapport aux deux dernières années. Le ministère du Développement économique et du Tourisme de la province affirme que, si le rythme actuel se maintient, « 1995 pourrait battre tous les records précédents ». D'après des porte-parole du Tourisme, les recettes ont grimpé de 110 millions. Le Ministère explique cette hausse par une augmentation des dépenses des touristes, ce que corrobore un sondage récent réalisé par la société Price Waterhouse. Des prix légèrement plus élevés pour les chambres d'hôtel expliquent une partie de la hausse. Les prix sont toutefois très compétitifs, puisque le prix moyen d'une chambre dans la province est de 65 \$. En fait, parmi les 28 régions touristiques canadiennes, les prix des chambres au Nouveau-Brunswick sont les troisièmes plus bas.

Une maison d'experts-conseils met actuellement la dernière main à un sondage sur le secteur des services commerciaux d'enseignement et de formation dans la région de l'Atlantique. Les analyses découlant du sondage serviront de base à l'élaboration de stratégies provinciales et régionales à l'égard de ce secteur en croissance. Un propriétaire d'une petite entreprise a fait valoir que le secteur des services commerciaux de formation recevrait un sérieux coup de pouce si la province établissait un service pour faire reconnaître mondialement la valeur des cours offerts par le secteur privé. Ces cours seraient ainsi reconnus par les écoles secondaires, les écoles de commerce et les universités de la province et du monde entier.

Industries primaires

La pêche des crustacés et coquillages, du homard et du crabe, surtout, devrait atteindre un sommet cette année. Les valeurs et les volumes seront peut-être même supérieurs à ceux obtenus en 1994, où

la pêche des crustacés et coquillages avait généré des recettes de 143,5 millions de dollars, soit une augmentation de 39 % par rapport à 1993. Poursuivant sa croissance, l'aquaculture dans la province a franchi la barre des 100 millions de dollars.

Les recettes monétaires agricoles ont baissé quelque peu, passant de 78,4 millions de dollars en 1994 à 70,7 millions au cours du premier trimestre de l'année. Toutefois, les entreprises de transformation des aliments, en particulier les fabricants de frites, augmentent la capacité de leurs usines pour répondre à la demande des marchés sud-américains.

Les prix continuent d'augmenter dans le secteur des pâtes et papiers. Les bénéficiaires ont favorisé des plans d'expansion dont la valeur dépassera 1,4 milliard de dollars au cours des prochaines années. La société Repap a récemment rouvert l'usine de pâte d'Atholville, qui emploie 300 personnes pour l'exploitation et la construction d'un nouveau système de traitement des effluents. La société entend commencer la construction de l'usine de pâte d'Alcell au printemps de 1996, ce qui représente un investissement de 300 millions. L'usine comptera parmi les plus inoffensives sur le plan écologique. Elle offrira de bonnes possibilités de bénéfices en amont, provenant de l'utilisation et de la production possible d'éthanol et, en aval, provenant du traitement ultérieur des coproduits d'Alcell (lignine et furfural).

Le secteur minier a changé de cap alors que les cours mondiaux sont à la hausse. La découverte de nouveaux gisements de potasse offre la possibilité d'accroître la production de potasse près de Sussex. L'ouverture éventuelle d'une mine à St-Georges permettrait d'extraire un métal rare, l'indium, servant à la production de produits de pointe. Les activités dans les secteurs des pâtes et papiers et des mines créeront des emplois très rémunérateurs pour les cols bleus.

Le ministère provincial des Ressources naturelles et de l'Énergie se livre actuellement à des travaux de prospection aéroportée haute résolution dans la partie nord de la province afin de déceler la présence de nouveaux gisements de minerais métalliques.

Techniques de pointe

La production mettant à profit les techniques de pointe dans le secteur manufacturier continue de progresser à un rythme dépassant les 10 %, soit 21 % en janvier; 12,6 % en février; 11,3 % en mars; 13 % en avril; et 15,7 % en mai. La nouvelle production est en grande partie exportée. L'Alliance pour la technologie de l'information du Nouveau-Brunswick a reçu 500 000 \$ dans le cadre d'un accord fédéral-provincial de partage des coûts et un nouveau directeur général a été nommé.

Le gouvernement provincial a renouvelé son engagement à promouvoir dynamiquement l'adoption des normes de qualité ISO dans le secteur des produits électroniques et électriques de la province.

OBSERVATIONS

La Banque de Nouvelle-Écosse a confirmé que ses activités de prêts aux petites entreprises sont remarquablement animées. Dans le secteur des transports, du camionnage en particulier, les prêts sont nombreux. De nombreux exploitants continuent de remplacer le matériel désuet devenu trop coûteux à exploiter. Les prêts-automobile vont bien, mais les opérations hypothécaires demeurent stationnaires. La Banque ajoute que les consommateurs semblent préoccupés par la sécurité d'emploi.

Un porte-parole d'une autre banque déclare que les compressions de personnel dans le secteur public auront peut-être un effet d'entraînement dans le secteur privé. La réduction de plus de 45 000 postes n'a pas manqué d'ébranler la confiance du consommateur. Ce porte-parole ajoute que sa banque annoncera sans doute sous peu une nouvelle série de mises à pied. Il a par ailleurs souligné l'importance de créer une commission nationale des opérations financières et des valeurs mobilières, semblable à la Securities and Exchange Commission des États-Unis.

L'Association de la construction du Nouveau-Brunswick s'est dite inquiète des compressions dans les budgets provinciaux d'immobilisations et d'entretien. Les budgets provinciaux auraient passé de 200 millions de dollars ces dernières années à 60 millions. D'après

l'Association, l'industrie de la province sera contrainte de se restructurer et connaîtra de nombreuses faillites.

Enfin, de source informée, on apprend que CN Rail a pris des mesures pour vendre sa ligne de Moncton à Campbellton à un acheteur américain. Le public a exprimé de vives craintes au sujet de l'éventuelle diminution de services ferroviaires passagers après que la ligne, de compétence provinciale, aura été cédée à une société américaine.

Un autre informateur a déclaré que CN Rail était en train de négocier la vente de la ligne de Moncton à Saint-Jean à la société Irving. Si cette vente devait se réaliser, le groupe Irving pourrait concurrencer le CN et lui disputer le trafic en provenance de la ligne de Campbellton et de l'Île-du-Prince-Édouard. L'informateur ajoute que le groupe Irving pourrait attirer le trafic direct, qui représente un élément important des opérations du CN. Il s'inquiète de l'effet d'une concurrence excessive compte tenu que le trafic ferroviaire est plutôt limité dans la région de l'Atlantique.



MANITOBA RAPPORT PROVINCIAL DE RENSEIGNEMENTS INDUSTRIELS SEPTEMBRE 1995 NUMÉRO DE L'ÉTÉ

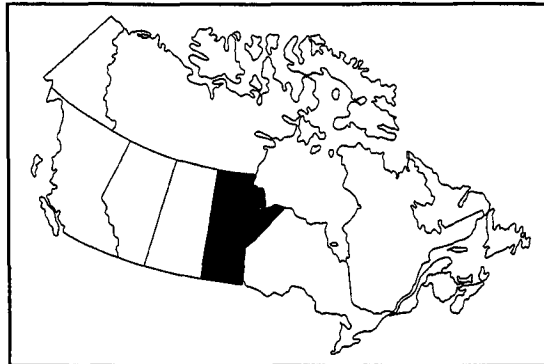
VUE D'ENSEMBLE

En raison de l'amélioration appréciable de la performance économique de la province en 1994 (progression de 2,9 % du PIB en termes réels), les attentes étaient élevées et l'on espérait une expansion soutenue tout au long de 1995. Toutefois, les indices se sont révélés difficiles à interpréter. La plupart des organismes de prévision ont révisé à plusieurs reprises leurs perspectives pour la province dans les six derniers mois. Les prévisions de croissance sont passées de 3 % à seulement 2 % à la suite du fléchissement du printemps, après quoi on a annoncé récemment une expansion modeste de l'ordre de 2,2 % à 2,6 %.

Les difficultés d'établir des prévisions découlent en partie de la performance apparemment contradictoire des différents secteurs à ce jour. En effet, bien que les ventes au détail soient en hausse (5 %), le nombre de mises en chantier et les ventes de logements continuent de chuter (-29,4 %). Les variations météorologiques et les fluctuations des marchés internationaux continuent de modifier les perspectives agricoles. Contrairement aux tendances nationales, les dépenses d'investissement provinciales progressent (7,4 %), le secteur de la construction est en expansion (20,3 %) et les expéditions manufacturières sont demeurées fermes (13,5 %). En outre, les taux d'intérêt réels élevés et les compressions dans le secteur public contribuent à maintenir le climat d'incertitude.

On prévoit que le secteur manufacturier sera le moteur de la croissance, mais on compte beaucoup

sur une hausse appréciable de la production minière en raison de la performance médiocre enregistrée l'an dernier (-11,7 %). L'agriculture continue à être une inconnue. Même s'il est peu vraisemblable que le secteur répète l'excellente performance de l'an dernier (hausse de 12,4 %), la conjugaison de facteurs comme le temps, les rendements des récoltes et les conditions du marché pourrait contribuer à produire des recettes agricoles supérieures aux prévisions.



Les trois ordres de gouvernement ont récemment signé l'accord de mise en valeur de Winnipeg, un programme quinquennal de 75 millions de dollars destiné à stimuler le développement économique et à venir en aide à la population active de la ville. Le financement sera réparti entre les bureaux de Diversification

de l'économie de l'Ouest, Affaires urbaines Manitoba et la Ville de Winnipeg. L'entente tripartite privilégie trois grands volets : le perfectionnement des ressources humaines, les investissements stratégiques et sectoriels ainsi que le développement et la sécurité communautaires.

Le gouvernement manitobain se prépare à déposer son projet de loi sur l'équilibre budgétaire cet automne. La pierre angulaire du texte de loi est le projet du gouvernement de rembourser les 7 milliards de dollars de dette accumulée. Le service de la dette coûte 648 millions par an, soit 50 cents par dollar de revenu fiscal. La province envisage établir un fonds d'amortissement de la dette exigeant des dépôts annuels de 75 millions. En supposant que l'argent sera investi dans un fonds rapportant 8,5 %, et en appliquant les gains à

recevoir au remboursement de la dette par étapes progressives de cinq ans, la province estime que la dette sera remboursée d'ici l'an 2028.

Le secrétariat au commerce intérieur, nouvellement formé, devrait entrer en activité à Winnipeg. Sous la direction d'Andre Dimitrijevic (ancien coordonnateur de l'Organisation des mesures d'urgence Manitoba), il appuiera le comité des ministres sur le commerce intérieur dans sa mise en œuvre de l'accord sur le commerce intérieur, qui est entré en vigueur le 1^{er} juillet 1995.

Le Manitoba se dépeuple! Un récent rapport de Statistique Canada a confirmé que les gens continuent à être la principale exportation de la province. De 1993 à 1994, le Manitoba a enregistré une perte nette de 2 417 habitants. Depuis 1988, la province a ainsi perdu 49 274 habitants au profit des autres provinces.

INDICATEURS

Pour la période de janvier à juillet 1995, les statistiques sur l'insolvabilité font état de 121 faillites d'entreprises et de 1 457 faillites de particuliers. Alors que les faillites d'entreprises au Canada connaissent une hausse de 10 % par rapport à la même période en 1994, le Manitoba a enregistré un recul de 17,1 %, la meilleure performance de toutes les provinces. Les faillites de particuliers sont en hausse de 12,9 % au Manitoba par rapport à 1994, mais la moyenne au Canada est de 15,9 %.

Pour l'exercice 1994-1995, le Manitoba a enregistré une augmentation de 2,1 % dans le nombre de constitutions de société, soit la plus forte augmentation depuis les années 80. De janvier à août 1995, la province a vu 1 081 nouvelles sociétés se former et 3 063 nouvelles raisons sociales faire leur apparition.

L'examen semestriel des intentions d'investissement indique une hausse de 7,4 % des investissements au Manitoba par rapport à 1994, hausse bien supérieure à la moyenne canadienne de 4,2 %. L'investissement dans le secteur manufacturier, en particulier, devrait faire un bond de 70,4 % par rapport aux niveaux de dépenses de 1994, suivi par le secteur minier (36,5 %) et le transport (24,1 %); quant au commerce de gros, sa croissance atteint 146,7 %.

Dans les universités manitobaines, le nombre d'inscriptions en première année pour l'année scolaire 1995-1996 a régressé de 15 à 20 %. Les autorités attribuent cette régression au coût élevé des études universitaires, à l'incertitude du marché du travail, à un intérêt accru pour la formation offerte par les collèges communautaires et à une augmentation du nombre de postes de débutants offerts aux diplômés de l'école secondaire. Cette baisse n'a pas touché également toutes les facultés : si le nombre d'inscriptions aux programmes d'études générales (faculté des arts, par exemple) a reculé de 18 %, des programmes comme le génie n'ont nullement été perturbés.

La Société des alcools du Manitoba a enregistré en 1994 le deuxième profit le plus élevé depuis 1984 (143 millions de dollars). Les profits sur la vente d'alcool ont lentement remonté depuis leur plus bas niveau en 1990 (131 millions).

Les ventes au détail dans la province continuent de grimper. D'une année sur l'autre, les ventes de juin témoignent d'une augmentation de 6,2 %, principalement attribuable à une envolée du secteur des vêtements pour femmes.

Les services publics du Manitoba affichent une excellente performance en 1994, avec une croissance de 19 %. Hydro-Manitoba, par exemple, a enregistré un nouveau record de vente à l'extérieur de la province (253 millions de dollars) grâce à l'achèvement de la centrale électrique de Limestone et du nouveau contrat de vente de 500 mégawatts d'électricité sur douze ans à Northern States Power.

Pour la première fois depuis des années, les grues géantes se profilent de nouveau sur la ligne d'horizon de Winnipeg. La valeur des nouveaux ouvrages en chantier est en hausse de 20,3 % par rapport à l'année précédente.

Les statistiques annuelles jusqu'en août indiquent que la population active du Manitoba s'est accrue de 1,8 % (569 000), ce qui dépasse la moyenne nationale de 0,4 %. Au cours de la même période, le taux de chômage provincial a reculé de 2,3 points de pourcentage pour atteindre 7,4 %, alors que la moyenne canadienne se situe à 9,6 % après un recul de 0,7 points.

Un récent sondage de Manitoba Temporary Services indique que les employeurs ne songent pas à embaucher alors que 1995 arrive à sa fin. Quelque 18 % seulement des entreprises, des organismes et des ministères de Winnipeg qui ont participé au sondage prévoient recruter du personnel supplémentaire alors que 17 % réduiront plutôt leur effectif. A l'échelle nationale, ces chiffres sont de 14 % et de 13 % respectivement. Selon le sondage, les meilleures perspectives d'emploi sont dans le secteur des services (en particulier les services médicaux et les services aux entreprises) et, fait étonnant, dans l'administration publique.

CLIMAT ÉCONOMIQUE

Globalement, les perspectives économiques de la province au cours du second semestre de 1995 semblent favorables. Les entreprises, en particulier, semblent avoir bon espoir pour l'avenir alors que les investissements, les exportations et les ventes au détail continuent d'être à la hausse.

La baisse du revenu disponible, la lenteur de la création d'emplois et les incertitudes de l'emploi continuent toutefois de préoccuper les consommateurs. Un sondage mené par Prairie Research Associates plus tôt cette année indiquait une baisse de la confiance des consommateurs pour la première fois depuis la fin de 1993.

La Chambre de commerce de Winnipeg et la section manitobaine de la Fédération canadienne des entreprises indépendantes (FCEI) ont récemment pris la parole pour appuyer le projet d'Ottawa de percevoir des frais d'utilisation pour certains services publics, comme l'inspection des viandes, pourvu que ces frais servent à réduire l'impôt. Autrement, l'ajout de frais d'utilisation à la structure fiscale actuelle ne serait qu'une autre façon d'« augmenter les impôts ». La FCEI a également répondu à un récent sondage d'Insight Canada Research, d'où il ressortait que les impôts élevés et la paperasserie gouvernementale étaient les deux principales préoccupations des entreprises.

Le mouvement vers la privatisation et les partenariats entre les secteurs public et privé se poursuit. La province a récemment conclu un contrat avec Miller Waste Systems de l'Ontario, qui exploitera une de ses sociétés d'État, la Corporation manitobaine de gestion des déchets dangereux. La province a également restructuré le Manitoba Telephone Systems en quatre sociétés d'exploitation

distinctes et mis à pied 250 employés pour améliorer sa compétitivité et maintenir la société d'État à l'écart du gouvernement.

La formation de partenariats entre les secteurs public et privé a conduit à la conclusion de marchés fort particuliers. Dans un récent marché de construction de pont à Winnipeg, par exemple, il était stipulé que l'entrepreneur retenu construirait le pont avec des fonds privés et transférerait ledit pont par contrat de cession-bail à la ville sur une période de 30 ans. L'entrepreneur est chargé de l'entretien du pont pendant 30 ans, la ville épargne plusieurs millions de dollars en frais de financement et, du fait qu'on a esquivé le problème du budget limité de la municipalité, on a pu entreprendre le projet beaucoup plus tôt que prévu.

SECTEURS CLÉS

Fabrication

Le ralentissement de la fabrication qui a perturbé certaines provinces (en particulier en ce qui concerne les industries rattachées au secteur automobile) n'a pas touché le Manitoba. Les expéditions au cours du premier trimestre ont enregistré une hausse de 7,2 % alors que le Canada affichait un recul de 0,6 %. En outre, les dépenses d'investissement dans le secteur manufacturier au Manitoba devraient faire un bond de 70,4 % par rapport aux niveaux de dépenses de 1994.

Les fabricants de machines agricoles, qui bénéficient de l'excellent rendement agricole de l'an dernier, ont connu une hausse spectaculaire de leurs ventes intérieures et étrangères, soit 36 % de janvier à juin par rapport à la période correspondante de 1994.

Alors que l'industrie aérospatiale et l'industrie de l'électronique affichent une baisse de production (-17,6 %), au cours des six premiers mois à la suite des compressions de la défense, l'industrie des transports a vu son rendement s'améliorer de 15,9 %. Les entreprises de fabrication du secteur des transports de la province connaissent leur quatrième année consécutive d'expansion. Par ailleurs, le secteur de l'impression et de l'édition ainsi que l'industrie des produits du papier connaissent des années exceptionnelles avec des augmentations de leur production de 25,1 % et de 40,5 % respectivement.

Si les entreprises de fabrication locales signalent une augmentation des commandes intérieures, la croissance en 1995 continue à être tributaire des exportations.

La valeur des expéditions vers plusieurs destinations a augmenté : de 32 % vers les États-Unis, de 62,7 % vers la Chine, de 84 % vers l'Allemagne, de 35,7 % vers le Mexique, de 67 % vers la France et de 13,8 % vers le Japon.

L'industrie aéronautique du Manitoba continue à subir le contrecoup du ralentissement mondial de la demande de produits. La compression des dépenses de la défense et le ralentissement économique mondial ont contribué à la perte d'environ 1 000 emplois dans l'aéronautique. Toutefois, le marasme a incité nombre des 26 petites entreprises du secteur manitobain de l'aéronautique à se diversifier et à abandonner la fabrication de matériel militaire pour se tourner vers les produits commerciaux.

Les efforts déployés pour établir au Manitoba un centre de formation international en aéronautique suscitent quelques espoirs. Diversification de l'économie de l'Ouest a récemment engagé 500 000 \$, afin d'établir un plan d'entreprise détaillé pour permettre aux centres actuels de faire collectivement le marketing de leurs compétences dans le domaine de la formation.

Agriculture

La Commission canadienne du blé dresse le tableau d'une offre internationale en régression et d'une demande mondiale croissante pour le blé et l'orge. Les mauvaises récoltes des autres pays, alliées à une amélioration des prix initiaux pour la nouvelle année de récolte, offrent de bonnes perspectives aux producteurs manitobains.

S'il est peu vraisemblable que la production de cette année assure un rendement aussi extraordinaire que celui de 1994, l'augmentation de la demande et des prix pourrait produire des recettes agricoles plus élevées qu'on ne s'y attendait pour 1995. Comme en 1994, ces profits pourraient avoir des retombées sur la fabrication de machines agricoles, le transport et la vente en gros.

Le problème le plus préoccupant pour les producteurs manitobains est de savoir quelles seront les répercussions de l'élimination des subventions du Nid-de-Corbeau. Étant donné que les

producteurs manitobains sont ceux qui sont les plus éloignés de la mer, ils auront à absorber les plus fortes augmentations de frais de transport au moment de l'abolition de la subvention. Les taux de fret devraient faire un bond de 30 à 45 \$ la tonne, ce qui réduira les bénéfices sur la production de blé et d'orge.

Pour voir les choses sous un jour plus favorable, disons que la suppression de la subvention du Nid-de-Corbeau contraint les producteurs à tirer parti d'atouts et d'avantages naturels. Ainsi, les excellents sols et conditions de croissance du Manitoba offrent aux producteurs la possibilité de se diversifier en se tournant vers la culture de produits de grande valeur comme les légumineuses et les graines oléagineuses; il y a encore place pour l'expansion dans le secteur de l'élevage; et étant donné le nombre d'usines de conditionnement local, la production de porc pourrait être accentuée. Ces solutions pourraient toutefois accroître les possibilités de différends commerciaux internes, car elles contraindraient les producteurs manitobains à faire concurrence à l'industrie du porc du Québec, qui est extrêmement subventionnée, et au secteur du bétail de l'Alberta.

Industries primaires

La province bénéficie d'un essor de l'exploration pétrolière et gazière du fait que les entreprises privées achètent un nombre record d'options pour explorer les terres domaniales. A ce jour, les ventes de concessions pétrolières et gazières en 1995 ont enregistré une hausse de 77 % par rapport à 1994.

Après une année 1994 décevante où l'on a vu chuter la production minière de 11,7 %, l'industrie s'attend à une croissance de l'ordre de 9 % à 10 %, correspondant à la reprise de la demande mondiale, à la remontée des cours et à la découverte de plusieurs gisements importants de nickel et de cuivre-zinc. Le nickel, qui est le minéral le plus exploité au Manitoba, se vend actuellement aux alentours de 3,60 \$ la livre par rapport à 1,88 \$ en 1992. A ce jour, les dépenses d'investissement du secteur minier sont en hausse de 36,5 % par rapport à celles de 1994.

Le secteur des pâtes et papiers continue à être stimulé à la fois par une réduction de la surcapacité de papier journal au Canada et par l'augmentation de la demande mondiale de papier journal, laquelle est responsable d'une hausse des prix pouvant

atteindre 50 %. Au cours des six premiers mois de 1995, les industries du papier et de l'édition ont signalé une augmentation des expéditions de 40,5 % et de 25,1 % respectivement.

Santé

En 1988, le Manitoba a établi un plan global à long terme de dix ans intitulé « la stratégie de développement industriel Canada-Manitoba ». Plus de 500 millions de dollars d'investissements des secteurs public et privé ont été injectés au cours des cinq dernières années dans des domaines comme les produits pharmaceutiques et médicaux, le vieillissement et la réadaptation, l'information et les télécommunications et les soins de santé, le diagnostic et l'hygiène du milieu.

L'industrie pharmaceutique, l'un des secteurs les plus dynamiques, est constitué de neuf entreprises qui assurent la recherche-développement, la fabrication et la mise en marché d'une large variété de produits d'ordonnance, en vente libre et biologiques. Le nouvel objectif stratégique du Manitoba est d'établir un centre canadien de premier plan en technologie de la fermentation pour les procédés de fabrication pharmaceutique.

En raison de l'opposition de Toronto au laboratoire de virologie de niveau quatre, Winnipeg deviendra vraisemblablement la plate-forme de la recherche sur les virus de niveau quatre ou le siège d'un laboratoire de « haute activité ». Le laboratoire fédéral de 141 millions de dollars actuellement en construction à Winnipeg devrait être inauguré à l'automne de 1997. L'installation sera dirigée par Mike Kiley, actuellement chef de la sécurité biologique à l'institut national de la santé de Bethesda au Maryland.

OBSERVATIONS

Transformation dans la construction

« Attendez-vous à voir davantage de coentreprises. [...] ...savoir élaborer des stratégies de marketing et de financement sera tout aussi important que de savoir comment construire des ponts et des routes. » — John Spratt, président de l'Association canadienne de la construction, faisait ce commentaire sur le type de changement qui touche l'industrie de la construction.

Les femmes en tête de la vente au détail

« Après avoir passé une année avec les mêmes vêtements dans leur garde-robe, les femmes sont passées à l'action au cours du premier semestre de 1995 pour atteindre un sommet en juin où elles ont fait faire un bond de 15 % aux ventes. » — L'analyste de la vente au détail, John Torella, explique ainsi l'amélioration de la performance de la vente au détail en dépit du fléchissement des ventes de vêtements chez les hommes.



ÎLE-DU-PRINCE-ÉDWARD RAPPORT PROVINCIAL DE RENSEIGNEMENTS INDUSTRIELS

SEPTEMBRE 1995
NUMÉRO DE L'ÉTÉ

VUE D'ENSEMBLE

Pour l'Île-du-Prince-Édouard, tout porte à croire que 1995 sera une autre année de croissance, avec un PIB en hausse de 2,5 %, selon les prévisions. Les secteurs primaires de l'agriculture, des pêches et du tourisme apparaissent florissants. Le projet d'aménagement du raccordement permanent est à moitié terminé et continue de stimuler l'économie. Dans le secteur de la construction, on continue d'annoncer de nouveaux projets, qui contribueront à la croissance économique de la province.

La situation budgétaire du gouvernement de l'Î.-P.-É. semble très positive alors que Moody's Investors Services de New York a confirmé qu'il continuait d'accorder la cote AAA à la province au poste de son ratio d'endettement à long terme. Dans le secteur de la construction résidentielle, toutefois, on assistera à une forte chute du nombre de mises en chantier, alors que, d'après la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL), on avait déjà connu une baisse de 42 % jusqu'en 1994. Par ailleurs, le prix moyen de revente d'une maison dans l'Î.-P.-É. a lui aussi diminué de 10 %.

INDICATEURS

Selon Maritime Electric, il n'y a eu qu'une faible, sinon aucune croissance de la consommation d'électricité dans le secteur résidentiel. Le secteur commercial, toutefois, continue de progresser à un rythme de 3 à 4 % par an. Maritime Electric prévoit que le secteur industriel maintiendra sa croissance si l'on se fie aux annonces récentes de

l'ouverture d'un parc alimentaire à Souris, de la nouvelle usine de la société Small Fry Snack Foods à Summerside et de l'usine de caisses en carton dans la région de Borden.

Island Telephone Limited a observé une certaine croissance de son service d'affaires, grâce notamment à une augmentation des appels interurbains.



Le journal *The Guardian* de l'Î.-P.-É. signale une hausse au chapitre de la publicité commerciale, les annonces publicitaires étant à la hausse. L'humeur des détaillants est excellente, car on s'attend au maintien de la croissance.

Les données estimatives non désaisonnalisées sur la population active pour juillet 1995 montrent que

la situation s'est encore améliorée par rapport à l'année précédente. Il s'est créé 3 000 emplois, une croissance supérieure à celle de la population active, de sorte que le nombre de sans-emploi a baissé. Le taux de chômage était de plus de 2 % inférieur en juillet 1995 par rapport à la même période l'an dernier.

La SCHL prévoit que le nombre de mises en chantier de nouveaux logements en 1995 chutera de plus de 40 %. Il n'y aura, selon elle, que 390 mises en chantier cette année par comparaison avec 669 en 1994. La SCHL fait état également d'une diminution de 11 % du prix de revente des maisons. Elle explique cette stagnation du marché du logement par les perspectives d'emploi limitées dans l'Î.-P.-É. et par l'incertitude de la population au sujet de la sécurité du revenu, en particulier à

Veillez préciser la source lorsque vous citez le présent rapport.

Charlottetown. En outre, la croissance qu'on a connue à Summerside au cours des dernières années a commencé à se stabiliser, sinon à régresser. Malgré le déclin marqué de cette année, l'activité devrait reprendre en 1996. La SCHL s'attend à environ 450 mises en chantier pour l'an prochain.

Le Conference Board du Canada prévoit une hausse du PIB réel de 2,5 % en 1995 et de 2,4 % en 1996 à l'Î.-P.-É. Il prévoit que, sur le plan de la vitalité économique, cette province se classera au premier rang parmi les provinces Atlantiques et au troisième rang par rapport à l'ensemble des provinces. Ces prévisions sont fondées sur la poursuite des travaux de construction du raccordement permanent et la réalisation d'autres projets annoncés dans le secteur de la construction non résidentielle. En outre, les données provenant des secteurs de l'agriculture, des pêches et du tourisme demeurent encourageants.

CLIMAT ÉCONOMIQUE

Le climat est favorable dans la province, mais la prudence est encore de rigueur. Au nombre des divers projets de construction prévus, citons l'annonce récente de l'ouverture d'une fabrique de caisses en carton, d'un centre d'interprétation et d'un village commercial destiné à relancer l'économie de la région de Borden-Carleton.

A Souris, la société chinoise Canadian Pan Xi Dim Sum, dont le siège se trouve à Guangzhou, construira une usine de 6,5 millions de dollars et sera la première à occuper le parc alimentaire de 51 millions, projet annoncé dernièrement par la société Eastern Kings Redevelopment. Les travaux à la nouvelle usine de la société Small Fry Snack Foods sont presque terminés et les projets d'expansion aux usines de transformation de la pomme de terre des sociétés Irving et McCain continuent d'aller de l'avant.

Les activités touchant le raccordement permanent se déplacent de plus en plus du chantier de fabrication au détroit lui-même, où se construit le pont.

La société Island Fertilizers a annoncé qu'elle construirait une nouvelle installation de mélange d'engrais à Rollo Bay à partir de l'automne. Le directeur, John Scales, affirme que ce projet découle directement de l'expansion de l'industrie de la pomme de terre dans la province.

Le secteur du tourisme prévoit une autre année record, comparable à 1994.

Dans le secteur agricole, les agriculteurs ont augmenté la superficie cultivée, qui atteint plus de 100 000 acres, pour répondre à la hausse de la demande provenant à la fois du marché de la transformation et du marché des semences. Les agriculteurs prévoient de bons rendements, mais la récolte ne fait que commencer. Dans le centre de l'Î.-P.-É., le temps sec pourrait nuire au rendement.

Dans le secteur des pêches, les prix au débarquement ont atteint des sommets et laissent entrevoir une excellente année.

SECTEURS CLÉS

Fabrication

Les expéditions du secteur manufacturier à ce jour ont augmenté de 15 % par rapport à 1994. Cette croissance est évidente dans tous les secteurs, dont les pêches, les aliments, la fabrication et les produits forestiers. L'augmentation la plus notable est celle enregistrée par le secteur manufacturier, laquelle est principalement attribuable au nouveau centre aérospatial du parc Slemon, à Summerside, spécialisé dans la remise en état des moteurs et des fuselages d'aéronefs.

Industries primaires

Les débarquements de homard pour la pêche du printemps ont augmenté de 10 % dans l'Î.-P.-É. et les pêcheurs ont obtenu des prix sans précédent. L'industrie du crabe des neiges a vu ses débarquements grimper à 1 600 tonnes, par comparaison avec 1 000 tonnes l'an dernier. Là aussi, les prix ont atteint des sommets pour les pêcheurs. Le moratoire imposé sur le poisson de fond continue de porter sur la pêche à la morue, au merlu et au sébaste. La pêche au hareng profite également d'une augmentation de 0,02 \$ la livre par rapport à l'année précédente.

Les nouvelles sont également très encourageantes dans le secteur de l'aquiculture. La demande de moules a été supérieure à l'offre même si les prises ont augmenté. Pour la pêche au crabe, les contingents individuels ont été réduits de manière à permettre une plus grande participation. Par un système qui s'apparente à une loterie, 88 permis ont été accordés. La pêche au thon est en progrès et ses perspectives sont encourageantes. Les

pêcheurs de l'Atlantique bénéficient de contingents plus élevés que l'an dernier, soit 657 tonnes en regard de 408 tonnes en 1994.

Agriculture

La superficie consacrée à la culture de la pomme de terre a augmenté, passant à plus de 100 000 acres par comparaison avec les 92 000 acres de l'an dernier. On prévoit une forte demande de pommes de terre de l'Î.-P.-É., tant pour la consommation et les semences que la transformation. Ivan Noonan, de l'Office de vente des pommes de terre, déclare que « le marché d'exportation vers les États-Unis est prometteur cette année. Les États-Unis sont un marché à la baisse depuis quelques années. »

Avec l'expansion des usines de transformation de la pomme de terre des sociétés Cavendish et McCain, ainsi que l'ouverture de la nouvelle usine de la société Small Fry Snack Foods à Summerside, la demande augmentera de 366 millions de livres dans la seule Î.-P.-É.

La demande provenant des marchés d'exportation semble excellente et quelques navires sont déjà arrivés pour prendre cargaison de pommes de terre nouvelles. Tout semble annoncer une année prospère, bien qu'il soit difficile d'avancer une telle prévision pour le moment.

Il reste quelques préoccupations au sujet de la pomme de terre. Le sol de l'Î.-P.-É. pourra-t-il résister aux pressions d'une demande accrue année après année ? Le rendement en 1995 sera-t-il égal à celui de l'an dernier ? Comme le temps a été sec dans quelques régions de l'Î.-P.-É., il se peut que les pommes de terre soient plus petites. La récolte vient de commencer et il sera possible d'évaluer plus précisément les rendements d'ici quelques semaines. De nouvelles terres seront libérées pour la culture de la pomme de terre dans l'est de l'Î.-P.-É., où c'est la dernière année de la culture du tabac.

Services

L'année en cours apparaît comme une autre excellente année pour le tourisme, rejoignant, voire dépassant, les sommets atteints l'an dernier de 760 000 voyageurs d'affaires ou d'agrément qui ont dépensé plus de 154,3 millions de dollars.

Dave Bryanton, directeur de la division de la recherche d'Enterprise PEI, affirme que « ...les chiffres préliminaires du 14 mai à la fin de juillet témoignent d'une augmentation de 6 % du nombre de visiteurs, par rapport à 1994, et d'un accroissement correspondant des dépenses. Cette hausse n'est pas imputable à un marché particulier, car tous les marchés font état de progrès semblables. »

Le mois d'août aussi s'annonce intéressant, puisque Marine Atlantic déclare un trafic comparable à celui de l'an dernier.

Pour l'automne, le nombre de visiteurs devrait aussi se rapprocher de celui de l'année précédente. Don Cudmore, directeur général de l'Association de l'industrie du tourisme de l'Île-du-Prince-Édouard, se dit satisfait des premiers rapports et précise « ...que le trafic autocar semble très dense et que les touristes américains du troisième âge commencent à arriver. »

Le segment des colloques et des congrès s'annonce également très intéressant durant la saison automnale.

« On prévoit que les recettes des colloques et des congrès réunissant plus de 50 personnes s'élèveront, au cours des trois prochains mois, à quelque 2,9 à 3,4 millions de dollars. Ces chiffres sont du même ordre que ceux du sommet atteint l'an dernier », avance Valerie Downe, directrice générale du Convention Bureau de l'Î.-P.-É.

La fonction publique continue d'attirer l'attention des médias, de même que la suppression des subventions fédérales au transport des marchandises.

Le gouvernement de la province prévoit réduire les coûts des services de santé et des services sociaux, qui diminueront de 12 à 14 millions de dollars au cours des trois prochaines années. Il compte réaliser une bonne partie de cet objectif en remplaçant les soins en établissement par des soins à domicile, moins coûteux. Les résultats de l'Examen des programmes amorcé par l'administration fédérale, qui a donné lieu à des recommandations de réduction d'effectifs dans divers ministères fédéraux, commencent à se faire sentir.

Dans le secteur de la construction, divers projets sont en cours, notamment le raccordement permanent, qui continuera d'être au premier plan de l'activité économique de la province jusqu'en 1996, la nouvelle usine de la société Small Fry Snack Foods à Summerside et les travaux d'expansion de la société McCain, qui touchent à leur fin, ainsi que l'expansion de l'usine de transformation des Fermes Cavendish. La plupart des autres projets, comme la fabrique de caisses en carton, un centre d'interprétation et un village commercial dans la région de Borden-Carleton, commenceront sous peu.

OBSERVATIONS

En résumé, les trois derniers mois ont été fort satisfaisants pour l'Î.-P.-É. Tous les chiffres dans les secteurs de la pêche et du tourisme apparaissent excellents. Les indicateurs du secteur agricole sont aussi très positifs, même si la récolte des pommes de terre ne fait que commencer. La construction dans le secteur résidentiel connaît une année difficile, mais les signes pour 1996 sont encourageants. La construction non résidentielle demeure vigoureuse et devrait continuer à l'être jusqu'en 1996.



COLOMBIE BRITANNIQUE
RAPPORT PROVINCIAL DE RENSEIGNEMENTS INDUSTRIELS
SEPTEMBRE 1995
NUMÉRO DE L'ÉTÉ

VUE D'ENSEMBLE

Après un ralentissement de la croissance au cours du premier semestre de 1995, les prévisions, qui étaient de 3 %, ont été révisées à la baisse à 2,7 %.

Le marché du logement s'est affaibli, avec un nombre de mises en chantier de 22 800 unités, de 30 % inférieur au niveau de l'an dernier. Les marchés du logement de Victoria et de Vancouver sont les plus durement touchés. Par contre les projets de constructions non résidentielles ont progressé de 1,2 % en juillet, alors qu'elles chutaient de près de 13 % à l'échelle nationale.

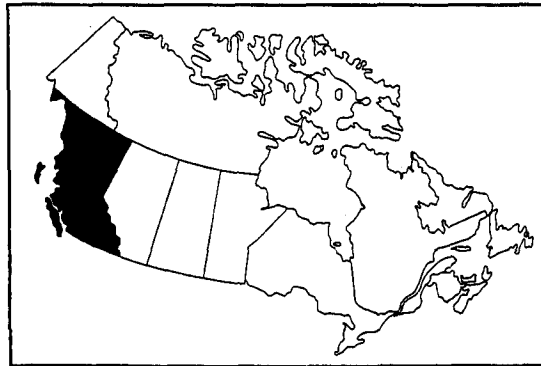
De janvier à mai, les exportations ont connu une hausse de 26,5 % par rapport à la même période l'an dernier, avec des augmentations spectaculaires des expéditions vers l'Extrême-Orient. Ce sont des produits comme la pâte, le papier journal et les autres produits du papier ainsi que le cuivre et le charbon qui ont été le moteur de la croissance. Les exportations de machines et de matériel électrique, électronique et de communication méritent également d'être soulignées.

Au deuxième trimestre, les ventes au détail ont progressé de 8,8 % par rapport à 1994, les domaines de croissance étant le vêtement, l'alimentation ainsi que les véhicules de plaisance et les véhicules automobiles. Les livraisons des grossistes, pour leur part, n'ont progressé que de 1,3 % entre mai et juin, au-dessous de la moyenne

nationale de 5,5 %, ce qui laisse présager un ralentissement.

La Colombie-Britannique a l'un des taux d'inflation les plus élevés du pays, annualisé à 2,5 % en août.

En juin, les nouvelles entreprises étaient au nombre de 2 293, en hausse de 22 % par rapport à l'an dernier. Les faillites d'entreprises sont passées de 64 à 77, dont près d'un tiers cette année dans le secteur du bâtiment.



De novembre 1994 à août 1995, le nombre d'emplois a augmenté de 42 000, pour atteindre un nouveau record de 1 826 000, tandis que le taux de chômage, de 9,5 % qu'il était en août 1994, est passé à 8,7 % cette année.

Les pertes d'emplois dans le secteur de la construction se chiffrent à 31 000 (ou 19 %) sur une période de douze mois se terminant en août.

D'ici 2005, la Colombie-Britannique devrait créer 417 000 emplois (une croissance de 25 %), dont un emploi sur trois dans le secteur de la vente et des services. Le secteur des affaires, des finances et de l'administration offrira un cinquième des nouveaux emplois et la gestion, 12 %.

INDICATEURS

Au centre de Vancouver, General Motors Place, un stade pouvant accueillir 20 000 spectateurs, a été inauguré en septembre. La ville attend des retombées de 54 millions de dollars. La construction du nouveau centre des congrès de

Colombie Britannique
Été 1995

Vancouver démarrera au printemps 1996 pour se terminer en 1998.

Les investissements moyens prévus en Colombie-Britannique par les entreprises appartenant à des intérêts étrangers sont de 6 millions de dollars pour 1995-1996, en hausse de 63 % par rapport à l'an dernier. Les entreprises des États-Unis, de la Nouvelle-Zélande et de Hong Kong sont au premier plan de ces éventuels investisseurs. Selon un rapport publié en août, à la suite d'un sondage réalisé par KPMG Consulting auprès des entreprises, 31 % des répondants envisagent engager plus de personnel en 1995-1996.

En juin, une réunion d'information a attiré une centaine d'entreprises venues entendre parler du régime actionnariat des employés de la province; 40 entreprises participent actuellement à ce programme. Les petites entreprises sont souvent intéressées par ce genre d'arrangement qui leur permet de gérer la retraite de leurs actionnaires.

Le quotidien *Sing Tao*, qui a son siège social à Hong Kong, a inauguré de nouveaux bureaux de 7 millions de dollars à Vancouver. Le quotidien, qui communique exclusivement de l'information économique et financière, tire à 30 000 exemplaires dans l'ouest du Canada et arrive au huitième rang parmi les quotidiens de la ville.

Les membres de la chambre de commerce de la Colombie-Britannique ont adressé récemment de vifs reproches au gouvernement provincial en raison de ses accords provisoires et du « secret excessif » dont il entoure sa politique en matière d'affaires autochtones. Les procédés utilisés dans le traitement des projets Windy Craggy et Kemano, la suppression du vote secret pour l'accréditation syndicale, l'augmentation du salaire minimum et les propositions ergonomiques lui ont également valu des critiques, de même que l'accroissement des impôts indirects et de la dette publique.

Ses membres ont en revanche avalisé les nouvelles orientations en matière d'enseignement, comme la négociation collective à l'échelle provinciale et l'abandon de Year 2000, un programme scolaire controversé qui négligeait beaucoup trop l'enseignement des matières de base.

Bien que la Colombie-Britannique soit la province où la dette provinciale est la moins élevée par

habitant, la B.C. Central Credit Union signale que le passif réel de la Colombie-Britannique dépassait son actif financier de 5,6 milliards de dollars en 1994, en hausse de 15 % par rapport à l'année précédente. Le service de la dette coûte quelque 1,3 milliard, somme suffisante pour construire chaque année 6 600 nouvelles maisons au coût de 200 000 \$ l'unité, ou pour financer les études universitaires de près de 67 000 jeunes de la province au coût moyen de 20 000 \$ par an.

« Le nombre d'agents immobiliers que je vois rendre leur télé-avertisseur de poche donne à penser que l'on pourra acheter une maison dans l'Okanagan relativement bon marché d'ici février prochain. »

Un signe encourageant : les adolescents de Colombie-Britannique regardent moins la télévision que tout autre groupe du même âge au pays (13,9 heures par semaine par rapport à 20,6 pour l'ensemble de la population).

CLIMAT ÉCONOMIQUE

Plus de 85 % des participants à un récent sondage du Vancouver Board of Trade sont encore optimistes au sujet du succès de leur entreprise, et prévoient son expansion ou une croissance soutenue. Pour octobre-décembre, 28 % envisagent intensifier l'embauche, ce qui marque un recul par rapport aux 45 % d'il y a trois mois, mais représente toujours un signe de confiance. Les entreprises sont positives, « avec des réserves ». Les exigences réglementaires apparaissent de plus en plus comme un fardeau. « Impossible d'être à jour, vu les exigences de déclaration; celles-ci entraînent d'importants frais de comptabilité, car il faut engager une personne qui puisse s'en charger. C'est très regrettable. »

Comme nous le mentionnions dans des rapports antérieurs, la législation du travail continue de soulever la controverse. C'est le cas également d'une autre loi provinciale adoptée récemment, qui confère aux municipalités le droit d'exiger des constructeurs de maisons qu'ils versent une contribution pouvant atteindre 5 % de la superficie de leurs parcelles ou l'équivalent en argent pour le terrain des nouvelles écoles. Cette disposition, du même ordre que l'actuelle disposition visant les terres réservées pour l'aménagement de parcs, est considérée comme un nouvel impôt qui s'ajoute à la

myriade d'impôts fonciers et de règlements responsables de la hausse du coût de la construction résidentielle.

Les caisses de retraite sont aux prises avec des coûts exorbitants évalués à 20 % après le changement du règlement en vertu de la *Loi de 1985 sur les normes de prestation de pension*, destiné à protéger les employés.

PRINCIPAUX SECTEURS

Industries primaires

Produits forestiers

L'optimisme est revenu dans ce secteur, avec la hausse spectaculaire des prix provoquée par la forte demande de bois d'œuvre aux États-Unis.

Toutefois, l'offre continue de soulever des préoccupations. Les entreprises se dépêchent pour avoir accès à la matière première. Canfor, entre autres, fait des acquisitions dans Lakeland Mills et The Pas Lumber, alors que la société Babine Forest achète Decker Lake et que West Fraser fait l'acquisition des actifs forestiers d'Alberta Energy Co. Les réductions immédiates des droits de coupe, de l'ordre de 35 %, coûteront 500 emplois à la région de Northern Vancouver Island-Port McNeill. Le marasme du marché des produits du bois au Japon, le coût élevé des grumes et la pénurie de l'offre ont forcé nombre des grands producteurs de l'île de Vancouver à fermer leurs portes.

Le secteur forestier bénéficiera d'une injection de capitaux de plus de 250 millions de dollars en 1995-1996 en vertu du programme de régénération forestière de la Colombie-Britannique. Des investissements de 15,8 millions ont été annoncés pour les régions de Cariboo, de Prince George et de Smithers en vue de la restauration du bassin hydrographique et d'autres projets. Dans la région de Prince Rupert, la Cour suprême de la Colombie-Britannique a ordonné au B.C. Forest Service de reprendre les pourparlers avec les Gitksans. Les coupes à blanc avaient été à l'origine d'un différend. Les négociations reprendront également avec les Nisga'as après que les gouvernements fédéral et provincial auront convenu d'une formule de partage des coûts en vertu de laquelle la province cédera des terres et des ressources et le gouvernement fédéral donnera des fonds.

Certains des fabricants de bois secondaire de la Colombie-Britannique parmi les plus compétitifs et à la fine pointe de la technologie déménagent aux États-Unis en raison des efforts des syndicats des travailleurs du bois pour syndiquer le secteur. Ces entreprises ne peuvent en effet se permettre de verser un salaire de 25 \$ l'heure, qui est la norme dans le secteur du bois primaire.

L'État de Washington fait appel à des sources de renseignements locales qui lui font savoir quand une entreprise a des ennuis avec un syndicat et invite à point nommé l'entreprise en question à venir jeter un coup d'œil de l'autre côté de la frontière. Les deux entreprises qui se sont laissées récemment séduire sont une entreprise de fabrication d'armoires de cuisine de pointe et un fabricant de portes d'armoires qui, selon le quotidien *The Globe and Mail*, occupe le troisième rang sur le plan du rythme de croissance parmi les entreprises d'Amérique du Nord.

Un important fabricant de biens d'exportation de l'Okanagan vient de rentrer d'un voyage d'exploration aux États-Unis. « Nous avons appris que nos syndicats demandaient une augmentation de 38 % sur trois ans. »

Exploitation minière et énergie

Le gouvernement de la Colombie-Britannique est parvenu à une entente et a accepté d'accorder une indemnisation pour le claim de Windy Craggy, qui devrait permettre, d'après lui, la mise en valeur de deux nouvelles mines à Houston et à Stewart. Le règlement s'élève à 103,8 millions de dollars, dont 26 millions d'indemnisation, 17 millions pour les travaux préparatoires, 3,5 millions pour la formation et le perfectionnement, 46 millions pour l'installation de la ligne de haute tension et 11,3 millions pour l'infrastructure.

Dans le cadre d'autres projets de mise en valeur, Eskay Creek est la principale mine d'envergure qui ouvre ses portes en Colombie-Britannique depuis 1991, ce qui, avec la réouverture de trois autres mines, créera 700 emplois.

B.C. Hydro porte l'affaire Bonneville Power à Ottawa pour examiner sa marge de manœuvre en vertu du Traité du fleuve Columbia. Bonneville vient de se retirer d'une entente d'achat d'électricité, ce qui a coûté 250 millions de dollars au trésor provincial, mais a contribué à la réduction

Colombie Britannique
Été 1995

récente de 1 % des dépenses du gouvernement de la province.

Dans le secteur de la fabrication, un optimisme prudent continue d'être la norme. « **Les anciens clients font place aux nouveaux.** » Il est possible qu'on assiste à un certain resserrement de l'économie. Les entreprises ont mentionné la pénurie de terres industrielles à prix abordable (sur l'île de Vancouver), et le personnel compétent se recrute à prix d'or à Vancouver.

Les syndicats semblent de plus en plus militants, dans la foulée des lois adoptées par la province sur les normes du travail et la facilitation des procédures d'accréditation. Ces éléments et l'impôt sur le capital sont cités comme étant propres à décourager l'investissement.

« **On devrait s'attacher davantage à inciter les entreprises à investir dans la province.** »

Ma nouvelle usine dans l'État de Washington emploie 150 personnes. Elle est de la même envergure que mon usine canadienne, mais je n'investirais pas en Colombie-Britannique pour l'instant. »

Haute technologie et télécommunications

Les clients surveillent de près les coûts et exercent des pressions sur les entreprises pour qu'elles absorbent les frais et les coûts de leurs activités. Le recrutement va bon train au sein des services de génie et d'experts-conseils dans les secteurs des télécommunications et de la technologie de l'information alors que les mises à pied se poursuivent parmi le personnel dont les compétences sont plus élémentaires. Il pourrait bien y avoir une fuite des cerveaux dans le domaine du génie et de la technologie en raison de la demande des entreprises américaines de services de télécommunications personnelles.

L'un des plus grands défis pour les entreprises de logiciels consiste justement à recruter du personnel de premier plan, capable de penser de manière stratégique. « **Les taux d'imposition des particuliers constituent un obstacle de taille lorsqu'on veut attirer et retenir du personnel extrêmement qualifié et d'expérience.** »

Les entreprises expriment des avis partagés sur la qualité des diplômés des universités locales. A

mesure que le marché de la Colombie-Britannique devient plus actif pour les produits de télécommunications, les fournisseurs étrangers y envoient des représentants ou y aménagent des bureaux.

Les entreprises de télécommunications apprécient les initiatives publiques du libre-échange et de Ciel ouvert. « **Nous avons pu rationaliser nos formalités douanières, ce qui devrait faciliter notre accès aux villes américaines.** »

Les restrictions imposées aux services de radiodiffusion par les entreprises de télécommunications sont une source d'irritation. Les entreprises déplorent le coût croissant des baux pour la location de terres provinciales aux fins de la radiodiffusion. On met en cause la concurrence pour les emplacements, les comités d'utilisation du territoire et un gouvernement provincial à l'affût de recettes. « **Sans cela, les terres ne coûteraient pas cher.** »

Il est également difficile de faire l'acquisition de terres domaniales dans l'Okanagan, car on demande régulièrement aux autorités autochtones si elles ont des revendications sur ces terres et on n'obtient aucune décision.

Services

Services généraux

Les exportations de services, notamment dans le domaine des transports et des communications, représentent désormais un cinquième des exportations totales et 13 % du PIB de la province. Les services exportés dans d'autres provinces et à l'étranger ont atteint 13,5 milliards de dollars en 1994, soit 9 % de plus que la valeur de tous les produits expédiés aux États-Unis. La Colombie-Britannique est la seule province qui exporte plus de services que de produits aux autres provinces. Les exportations interprovinciales de produits de la Colombie-Britannique sont assez faibles.

Tourisme

Le tourisme a affiché une bonne croissance dans toutes les grandes catégories de visiteurs pour l'été 1995. La Colombie-Britannique a accueilli quelque 6,8 millions de visiteurs jusqu'à la fin du second trimestre (juin), soit 7 % de plus qu'au cours de la même période l'an dernier. Cette croissance est en

grande partie attribuable aux nouveaux marchés de la Corée et de Taïwan, et l'augmentation du nombre de touristes provenant de ces pays a été respectivement de 110 % et de 95 % par rapport aux chiffres de l'an dernier.

Les recettes provinciales du secteur hôtelier ont progressé de plus de 13 % alors que les vols intérieurs passant par l'aéroport international de Vancouver étaient en hausse de 9 %. Ces tendances à la hausse se sont poursuivies tout au long de l'été.

Environnement

Les exigences du code d'exploitation forestière de la Colombie-Britannique étant plus claires et les entreprises forestières ne comptant plus sur l'interprétation plus souple que pourrait en faire un nouveau gouvernement provincial, les travaux environnementaux ont démarré pour la restauration du bassin hydrographique et la régénération de la forêt. Les entreprises d'experts-conseils recrutent des aménagistes professionnels.

Les nouvelles sont excellentes dans le domaine de l'évaluation environnementale et de la remise en état des lieux contaminés. Le gouvernement rationalise ses activités pour éliminer les retards causés par un arriéré de dossier et les emplois d'experts-conseils en environnement se concrétisent plus rapidement et de manière plus prévisible. Comme on l'avait prévu, le marché des études de sites d'implantation de la province est maintenant saturé. Les contrats sont plus modestes et terminés plus rapidement, la méthode est simple et les marges de profit, serrées.

Les nouveaux marchés dans les pays de l'ancien bloc communiste sont abordés avec prudence. Il s'agit surtout d'importants projets de gestion ciblant des types particuliers de rebuts, comme les munitions et les déchets radioactifs. Les entreprises s'inquiètent du paiement et doutent que le marché ne prenne son essor tant que les grandes multinationales ne seront pas installées dans ces pays pour motiver une hausse des normes afin que celles-ci s'approchent des normes nord-américaines.

Transport

Le nouvel accord aérien bilatéral se traduira vraisemblablement par la présence d'un plus grand nombre de transporteurs américains à l'aéroport international de Vancouver. Les retombées

pourraient être de 4 à 5 millions de dollars de recettes supplémentaires au cours de la première année, et de 140 millions par an au cours des cinq prochaines années. Le secteur des croisières en sortira gagnant puisque 90 % de ses passagers sont Américains et qu'un tiers proviennent de régions avec lesquelles les liaisons aériennes à destination de Vancouver étaient auparavant limitées.

La fusion entre les Lignes aériennes Canadien International et American Airlines permettra de tirer pleinement parti de l'aéroport international de Vancouver, faisant fond sur les liaisons avantageuses de Canadien à destination de l'Asie et sur le fait qu'American est solidement implanté aux États-Unis. « **Nous avons de meilleures liaisons internationales que les aéroports concurrents du nord-ouest des États-Unis.** »

L'aéroport de Kelowna a également signalé un accroissement de trafic aérien, quoique les voyages d'affaires soient à la baisse et que les consommateurs soient préoccupés par les prix élevés.

Les recettes totales de la B.C. Ferry Corporation se sont chiffrées à 363 millions de dollars en 1994-1995, en hausse de 6 % par rapport à l'année précédente.

En dépit d'excellentes récoltes cette année, le silo portuaire de Prince Rupert est en butte à un haut niveau d'endettement, à des pratiques d'emploi inflexibles, à des taux de fret qu'il conviendrait de rationaliser et au besoin d'un meilleur aiguillage des wagons. Malgré ses nombreux avantages naturels, il ne peut faire concurrence aux ports américains.

Les activités au terminal automobile du port du Fraser sont à la baisse dernièrement. Les importations automobiles du Japon diminuent, mais les automobiles construites aux États-Unis et au Mexique arrivent régulièrement.

OBSERVATIONS

Les milieux d'affaires suivent de près les activités des administrations publiques. « **Les gens s'inquiètent encore des impôts, pas nécessairement du fait qu'ils existent, mais du fait qu'ils augmentent constamment et qu'ils s'infiltrent dans de nouveaux secteurs, en particulier lorsqu'il y a dilapidation des fonds.** »

Colombie Britannique
Été 1995

On critique l'attitude des pouvoirs publics. « Les gouvernements considèrent les entreprises comme une source de revenus et non comme une source de croissance économique. »

Le crédit d'impôt pour la recherche scientifique et le développement expérimental a aidé autrefois une entreprise à demeurer concurrentielle et à créer des emplois (et des revenus fiscaux). Il a été bien plus avantageux pour le Canada que la valeur du crédit. Or, maintenant, la paperasserie l'a emportée et l'entreprise cessera d'utiliser le crédit. « Les consultants qui aident les entreprises à présenter leur dossier pour obtenir le crédit d'impôt prélevaient une marge de 15 à 20 %. En raison des tracasseries, ils prennent maintenant 50 %. Cet état de chose compromet les avantages de la recherche scientifique appliquée. »



Industrie Canada
Alberta

Industry Canada
Library - Queen

NOV 30 1995

Industrie Canada
Bibliothèque - Queen

Queen
4c
111
. P814
1995
E6

ALBERTA

RAPPORT PROVINCIAL DE RENSEIGNEMENTS INDUSTRIELS

SEPTEMBRE 1995
NUMÉRO DE L'ÉTÉ

VUE D'ENSEMBLE

L'Alberta, qui affichait le taux de croissance économique le plus rapide du Canada pour une seconde année consécutive en 1994, verra cette croissance se ralentir cette année.

La vitalité soutenue du secteur manufacturier, en particulier l'industrie des produits chimiques et forestiers, compensera le ralentissement dans le secteur des services.

L'économie albertaine devrait progresser aux taux de croissance annuels réels de 2,7 % en 1995 et de 2,9 % en 1996. Par comparaison, les prévisions de croissance de l'économie canadienne sont de l'ordre de 2,2 % en 1995 et de 2,8 % en 1996 (Conference Board du Canada).



Le nombre de personnes occupant un emploi en Alberta s'est accru de 37 000 entre août 1994 et août 1995. Au cours de la même période, le taux de chômage désaisonnalisé a été ramené de 8,4 % à 8 %. Les taux à Edmonton (9,5 %) et à Calgary (7,7 %) ont également reculé durant cette période.

Le gouvernement provincial devrait parvenir à éliminer le déficit d'ici 1996-1997, grâce en grande partie à d'importantes compressions des dépenses. Bien que le gouvernement ait équilibré son budget l'an dernier, dégageant un excédent de 958 millions de dollars pour l'exercice 1994-1995, il prévoit de nouveau un déficit pour cette année, qui d'après les dernières estimations ne devrait toutefois pas dépasser 125 millions.

En août, la province a présenté sa stratégie d'exportation internationale 1995-1996 : *Marketing the Alberta Advantage*. Le document établit les orientations stratégiques pour le commerce, le tourisme, le développement industriel et technologique et les investissements de la province. Il présente également des stratégies particulières et des plans d'activités pour 16 secteurs de l'économie albertaine. Les objectifs du plan d'activités pour

1997 visent, entre autres, un accroissement des exportations albertaines à 25,2 milliards de dollars annuellement, une augmentation des investissements du secteur privé dans les secteurs autres que celui de l'énergie à 12 milliards et une hausse des recettes touristiques à 3,9 milliards ainsi que la création de 110 000 emplois.

INDICATEURS

Le taux de chômage désaisonnalisé à 8 % en août 1995 demeure le troisième taux le plus faible au Canada. Pour le Canada, le taux était de 9,6 %.

De janvier à juillet, les faillites d'entreprises ont progressé de 23,4 % comparativement à la même période en 1994. Les industries les plus touchées ont été les industries de la construction et le commerce de détail. Les faillites de particuliers ont enregistré une augmentation de 30,5 %.

Par rapport à l'an dernier, les constitutions d'entreprises ont connu une hausse de 0,2 % au cours des huit premiers mois de 1995.

Veuillez préciser la source lorsque vous citez le présent rapport.

En juin, le nombre d'Américains entrant au Canada par l'Alberta était de 8,2 % plus élevé qu'au cours du même mois l'an dernier. Le nombre de visiteurs d'outre-mer s'est accru de 18 %.

Pour la période de janvier à avril, le nombre moyen d'installations de forage était en hausse de 5 % par rapport à la période correspondante de 1994.

Pendant les six premiers mois de 1995, les exportations ont fait un bond de 29,2 % par rapport à la même période l'an dernier alors que les importations grossissaient de 16,7 %.

Au cours des sept premiers mois de 1995, la valeur totale des permis de construction a diminué de 12,5 % par rapport à la même période en 1994. Le nombre de mises en chantier de logements en milieu urbain a baissé de 31 %.

Au cours du premier semestre de 1995, la valeur totale des recettes monétaires agricoles a augmenté de 8,1 % par rapport à la période correspondante de 1994; les recettes provenant des récoltes affichent un gain de 29 %.

Les ventes au détail de janvier à juin étaient en légère hausse de 0,8 % par rapport à la même période en 1994.

L'indice des prix à la consommation pour l'Alberta a grimpé de 2,3 % sur une base annuelle au cours de juillet; pour l'ensemble du pays, l'indice était en hausse de 2,5 %.

CLIMAT ÉCONOMIQUE

Les milieux d'affaires de l'Alberta se montrent généralement optimistes. En dépit d'une intense activité de fusion et d'acquisition, l'industrie pétrolière et gazière demeure prospère, et les pertes d'emplois à Calgary sont rapidement compensées par des gains dans d'autres secteurs de l'industrie ou dans des entreprises connexes et diversifiées. Le taux de chômage de 7,7 % de la ville est relativement faible.

Dans le secteur des champs de pétrole, la trésorerie est solide, la confiance des investisseurs demeure élevée, et les perspectives à long terme sont bonnes en dépit d'un fléchissement à court terme des marchés du gaz naturel. L'intérêt des investisseurs pour les carburants de remplacement est

particulièrement vif. L'industrie agricole est également vigoureuse avec de bons prix pour les grains de céréales et les graines oléagineuses et la bonne récolte prévue. L'année a été profitable pour l'industrie forestière, qui investit d'ailleurs dans de nouveaux projets. Le marché du tourisme est actif. La décision du gouvernement fédéral d'appuyer la candidature de Calgary comme siège de l'Exposition universelle en 2005 est de bon augure pour l'Alberta.

Les consommateurs albertains demeurent toutefois prudents. L'incertitude du marché du travail, en particulier à Edmonton, ainsi que la peur des changements dans le domaine de la santé et dans d'autres secteurs, semblent expliquer ce manque de confiance. Dans les petites localités, la rationalisation des soins de santé continue à préoccuper fortement les consommateurs.

La Société canadienne d'hypothèques et de logement signale un recul de 31 % des mises en chantier de janvier à juillet par rapport à la même période l'an dernier. A Edmonton, le repli a été de 43 %. Toutefois, les ventes de maisons ont amorcé une reprise en août, si l'on en croit la Chambre immobilière d'Edmonton, et les reventes de maisons ont affiché une hausse de 16 % par rapport à août 1994. Malgré la présence sur le marché d'acheteurs d'une première maison, les consommateurs albertains demeurent dans l'ensemble prudents et semblent hésiter à faire de gros achats.

SECTEURS CLÉS

Industries primaires

Le secteur albertain du pétrole et du gaz est essentiellement prospère, et l'activité de forage est demeurée vigoureuse depuis le début de l'année, échappant au ralentissement abrupt qui avait été prévu pour le début de cette période.

Le secteur le plus préoccupant est celui du gaz naturel où les cours sont relativement bas et devraient le demeurer selon les prévisions. Les activités de forage sont donc censées ralentir au cours du deuxième semestre. Par contre, il y aura augmentation des forages pétroliers et expansion des raffineries en raison de la hausse du cours moyen du West Texas Intermediate, qui a atteint près de 18,50 \$ US le baril en 1995.

Le nombre de puits achevés était en hausse de 40 % à la mi-septembre et le secteur devrait demeurer ferme pour le reste de l'année.

On observe un regain d'intérêt pour le pétrole lourd et les sables bitumineux. Les sociétés Syncrude, Suncor et Imperial Oil ont toutes annoncé des programmes d'expansion de leurs activités d'exploitation des sables bitumineux. Amoco Canada envisage des dépenses pouvant atteindre 500 millions de dollars pour élargir ses secteurs d'exploitation du pétrole lourd de Primrose et de Wolf Lake dans le nord-est de l'Alberta. La société Imperial Oil procède à la mise en œuvre des phases 9 et 10 de son installation de pétrole lourd de Cold Lake, tout en réalisant des travaux de génie pour les prochaines étapes. Ce projet de 240 millions portera la production à 127 000 barils par jour d'ici 1997.

A une échelle plus modeste, d'autres entreprises comme Pan-Canadian Petroleum, envisagent investir davantage dans le secteur du pétrole lourd en faisant appel le plus souvent aux techniques de forage horizontal ou à d'autres techniques nouvelles.

L'industrie pétrolière et gazière est caractérisée par un grand nombre de fusions et d'acquisitions. Selon le président de Sayer Securities Ltd., qui suit de près les prises de contrôle et les ventes d'actifs, le cycle actuel d'acquisitions d'entreprises dure depuis environ dix-huit mois et devrait se prolonger sur une période à peu près équivalente.

La première série de fusions se sont habituellement déroulées dans un climat amical, mais on a pu observer au cours de l'été un certain nombre de prises de contrôle hostiles qui ont mobilisé l'attention, notamment la bataille de l'ordre de un milliard de dollars pour la société Home Oil Co. et l'offre de Crestar Energy pour Ranchmen's Resources. Cette rationalisation naturelle du secteur devrait se traduire par un ensemble de grandes compagnies efficaces, appartenant à des intérêts canadiens. La consolidation du groupe d'investisseurs locaux représente une autre retombée positive. Calgary suit de près Toronto, tant pour le savoir-faire que pour l'ampleur des capitaux en cause.

Dans le secteur agricole, les prix des céréales, des graines oléagineuses et des légumineuses demeureront élevés jusqu'en automne 1995. La

forte demande mondiale et la baisse de la production mondiale ont entraîné une diminution des stocks, ce qui devrait aider à maintenir à court terme les niveaux des revenus agricoles en Alberta. Par rapport à l'an dernier, les prix de l'orge et d'autres céréales sont beaucoup plus élevés cette année et les prix pour la récolte de blé devraient enregistrer une hausse d'environ 10 %.

La faiblesse du dollar canadien a rendu les céréales canadiennes particulièrement attrayantes sur les marchés internationaux. La hausse des prix devrait plus que compenser la hausse du prix des engrais et des frais de transport. Le coût du transport a connu une hausse abrupte à la suite de la suppression, le 1^{er} août 1995, de la subvention au transport céréalier prévue aux termes de la *Loi sur le transport du grain de l'Ouest*.

Le temps frais et humide a retardé le mûrissement des récoltes et les gels précoces ont provoqué certains dommages. En outre, en raison de diverses conditions de croissance dans toute la province, il était difficile de prévoir les niveaux de production, bien que les responsables du ministère de l'Agriculture de la province attendent de meilleurs rendements que l'an dernier pour toutes les grandes productions céréalières et oléagineuses.

Une production de foin médiocre en raison des conditions météorologiques, à laquelle s'est ajoutée la hausse du prix des céréales, entraînera des pertes pour l'industrie du bœuf. Les producteurs de bétail perdent jusqu'à 200 \$ par tête, et les prix du bœuf ont chuté d'environ 1 \$ à 0,78 \$ la livre alors que de nombreux parcs d'engraissement ne font leurs frais qu'à partir de 0,82 \$ la livre.

Le secteur de la transformation de la viande rouge verra ses marges rétrécir encore et la stagnation des recettes devrait être la norme dans le secteur de la vente au détail.

Dans l'attente d'une décision des tribunaux à la suite de la contestation américaine en vertu de l'ALENA, le climat demeure instable dans les secteurs des produits laitiers et de la volaille contrôlés par l'offre.

En ce qui a trait à la politique officielle, Walter Paszkowski, ministre de l'Agriculture de l'Alberta, a récemment annoncé la tenue d'un référendum sur la commercialisation du blé et de l'orge entre le 13 et le 24 novembre. Les résultats

de cette consultation publique seront utilisés pour mobiliser l'attention sur la question de la compétence de la Commission canadienne du blé (CCB) au cours du débat à venir du forum de commercialisation du blé de l'Ouest organisé par le ministre fédéral de l'Agriculture, Ralph Goodale. L'Alberta exerce depuis longtemps des pressions pour qu'on modifie la *Loi sur la Commission canadienne du blé* afin que soit autorisée la vente directe de la production céréalière canadienne sur les marchés américains.

Le secteur des **produits forestiers** continue à se raffermir. Selon l'Alberta Forest Products Association, la foresterie occupe maintenant le quatrième rang en matière de croissance économique dans la province et offre de l'emploi à 40 000 personnes. La valeur des expéditions cette année est deux fois plus élevée qu'en 1994.

Durement touchés au début de l'année par un abrupt déclin des mises en chantier de logements aux États-Unis, les prix du bois d'œuvre ont remonté à quelque 300 \$ US les 1 000 pieds-planche et les scieries albertaines réalisent à nouveau des profits. Les producteurs de panneaux ont également repris confiance, mais demeurent préoccupés par l'offre excédentaire en raison de la capacité accrue. L'usine de panneaux de particules orientées de l'entreprise Ainsworth Lumber Company à Grande Prairie devrait ouvrir ses portes en décembre.

Les entreprises de pâtes et papiers continuent à connaître des prix élevés et à encaisser de bons profits. L'essor des expéditions albertaines de produits forestiers est en grande partie attribuable à l'entrée en activité de l'usine Al-Pac et à l'envolée des prix de la pâte, qui ont pratiquement doublé ces deux dernières années.

Le gouvernement albertain a récemment introduit un nouveau barème de droits de coupe, qui tient compte des prix. Ce nouveau barème s'applique aux producteurs de pâte, de panneaux de particules orientées et de placages, des droits étant déjà en vigueur depuis janvier 1994 pour les producteurs de bois de sciage.

Un porte-parole du Western Canadian Wilderness Committee déclare que ce nouveau barème est injuste parce qu'il ne s'applique pas aux grands producteurs de pâte et de papier journal signataires d'ententes de gestion forestière. Le gouvernement provincial a fait connaître son intention de

renégocier ces accords à long terme, mais les grandes sociétés comme Diashowa-Merubeni et Al-Pac ont fait savoir au gouvernement que toute tentative en ce sens pourrait freiner les projets d'agrandissement des usines de pâte de Peace River et d'Athabasca.

Fabrication

Le secteur albertain de la fabrication poursuit vigoureusement sa courbe ascendante en affichant une augmentation de 17,9 % de la valeur des expéditions au cours du premier semestre de 1995. L'emploi dans le secteur manufacturier a également connu un taux de croissance élevé. En août 1995, quelque 113 400 personnes étaient employées dans le secteur, soit 7,4 % de plus qu'en août 1994. En 1994, le secteur manufacturier représentait 30,8 % des exportations albertaines totales.

Le secteur des produits du papier a enregistré dernièrement le taux de croissance le plus rapide. Alors qu'entre 1993 et 1994, les expéditions de cette industrie avaient fait un bond de 47,8 %, dans les six premiers mois de 1995, elles ont connu une hausse vertigineuse de 86,5 % par comparaison avec la même période en 1994.

Les perspectives dans le domaine de la **fabrication de produits forestiers** sont prometteuses, sans compter les retombées intéressantes de la croissance de cette industrie sur d'autres secteurs d'activité. C'est ainsi que la société CXY Chemicals a récemment annoncé une expansion de 7 millions de dollars de son usine de chlorate de sodium à Bruderheim. Cette usine produit un substitut du chlore que la plupart des usines de pâtes et papiers utilisaient auparavant pour le blanchiment de la pâte.

L'entreprise Borden Packaging and Industrial Products a prévu des travaux d'agrandissement de l'ordre de 10 millions de dollars pour son usine qui produit des résines-urée formaldéhyde et des résines phénol-formaldéhyde liquides utilisées par l'industrie forestière pour la fabrication de panneaux de particules orientées et de panneaux de fibres.

L'industrie **pétrochimique** de l'Alberta a de nouveau le vent dans les voiles. Après trois années difficiles au cours desquelles elle a comprimé ses dépenses et amélioré son efficacité, ses bénéfices nets se sont nettement améliorés en 1994. Les prix

du gaz naturel de charge sont peu élevés, le taux de change avec les États-Unis est favorable et les exportations continuent de progresser grâce au libre-échange. La demande mondiale de matières plastiques et d'engrais est à la hausse, en particulier en Chine et dans d'autres pays du Pacifique.

Les récents investissements de l'industrie pétrochimique albertaine ne sont pas négligeables. Shell Canada a dévoilé dernièrement un plan d'agrandissement de 25 millions de dollars pour son usine de production de styrène de Scotford, alors qu'Union Carbide et ses associés inaugureront l'automne dernier une nouvelle usine d'éthylène-glycol à Prentiss, doublant ainsi leur capacité de production à cet endroit, et que Dow Chemical menait à bien l'an dernier son projet de production d'hydrocarbures de 800 millions à Fort Saskatchewan. Avec la reprise d'activité sur le marché des produits pétrochimiques, ces investissements arrivent à point puisque Dow déclare qu'elle a fait fonctionner l'usine à plein rendement depuis ses tout débuts.

L'industrie du raffinage du pétrole fait état d'un taux d'utilisation de 87 % en 1994, un sommet depuis 1974. Il faut imputer cette reprise surtout aux fermetures de raffineries qui ont supprimé la surcapacité, permettant ainsi à l'industrie d'abaisser ses coûts et d'améliorer son rendement.

Technologie de pointe

Les retombées commerciales de la recherche-développement universitaire ont propulsé Edmonton au nombre des cinq villes les plus intéressantes sur le plan des affaires au Canada, si l'on en croit la

livraison d'août du *Report on Business* que publie le quotidien *The Globe and Mail*. Edmonton y est présentée comme un cas particulier « des échanges continus entre l'université de l'Alberta et les milieux d'affaires ». Au total, 43 entreprises sont nées de la recherche à long terme menée à l'université. La plupart sont spécialisées dans le domaine de la biotechnologie et dans d'autres domaines scientifiques et comptent dans leurs rangs Biomira, Raylo Chemicals et SyPhar Laboratories.

Les fabricants d'instruments médicaux semblent être durement touchés par le climat d'incertitude des marchés intérieurs, attribuable au moins en partie par la restructuration des soins de santé dans la province. Certaines entreprises se tournent de plus en plus vers les marchés internationaux et essaient de diversifier leurs gammes de produits.

Services

Les recettes du tourisme en Alberta s'élèvent à plus de 3 milliards de dollars et ce secteur emploie environ 100 000 personnes. Les 31 entreprises touristiques interrogées cet été par le ministère du Développement économique et du Tourisme de l'Alberta s'attendent à une légère hausse d'activité cette année. La plupart des personnes interrogées ont déclaré que les niveaux d'activité qu'elles avaient connus étaient analogues ou légèrement supérieurs aux niveaux de l'an dernier.

L'on a enregistré cet hiver et au début du printemps une augmentation du nombre de visiteurs dans les centres de ski alpin de l'Alberta. Un porte-parole de la Tourist Industry Association de l'Alberta prévoit une croissance de l'ordre de 3 % pour le tourisme de la province pendant l'été 1995.

La mise sur pied de l'Alberta Tourism Partnership (ATP) a été annoncée en mai par le gouvernement albertain. L'ATP est une société à but non lucratif, qui représente l'industrie de l'ensemble de la province. Elle conclut des ententes d'une part avec le gouvernement pour le financement des investissements afin de promouvoir le tourisme et, d'autre part, avec les régions touristiques pour les services et la coordination.

OBSERVATIONS

En faveur du régime fiscal concurrentiel de l'Alberta :

« J'ai cherché dans tout le Canada et aux États-Unis la meilleure conjoncture et c'est le régime fiscal global de l'Alberta qui m'a attiré », déclare Jonathan Avis, président de Saxby Foods Ltd., qui explique ainsi sa décision d'établir son entreprise de desserts surgelés à Edmonton en juillet dernier.